Parti Socialiste
Congrès national de Metz
6, 7 et 8 avril 1979

Sommaire

La présidente (Annette Chépy) 1
Jean Oehler 1
Roger Fajardie 3
Louis Le Pensec 6
Jean Besse 8
Louis Mermaz 10
Gérard Fuchs 14
Laurent Fabius 17
Jean Le Garrec 23
Jean-Pierre Chevènement 25
Nicolas Sidler 36

Séance du samedi 7 avril 1979 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Annette Chépy.

La présidente (Annette Chépy)

Camarades, nous commençons la séance de ce samedi matin.
Je voudrais, contrairement à ce qui s'est passé hier après chaque intervention, que la salle reste dans le calme. Il est très pénible, pour les orateurs, de commencer avec du bruit dans la salle et que ce bruit continue ! (applaudissements)
La parole est à Jean Oehler, du Bas-Rhin, pour la motion A.
(applaudissements)

Jean Oehler

Chers camarades, nous devons nous féliciter de la façon dont s'est préparé ce Congrès. Un débat serein a eu lieu dans toutes les sections, ce qui a permis de mener la campagne des élections cantonales de la façon la plus unitaire dans le Bas-Rhin.
La population ne s'y est pas trompée, elle a sanctionné ce travail en multipliant par 4 le nombre des Conseillers Généraux Socialistes du Département et en accordant plus de 20% de ses voix aux candidats de notre Parti.
L'Est, et en particulier l'Alsace, s'ouvre véritablement au Socialisme. J'en suis d'autant plus heureux que je vois d'ici la ligne bleue des Vosges, qui trop longtemps a formé une frontière peu perméable aux idées Socialistes.
En effet, l'Alsace a été, jusqu'en 1976, totalement dominée par la Droite. Mais, cette année-là, 3 Conseillers Généraux Socialistes, dont 2 en Lorraine et 1 dans le Bas-Rhin, ont fait une première brèche dans cette forteresse conservatrice.

Contribution Jean-Jaurès

En 1977, 5 municipalités furent conquises de haute lutte, dont celle de Schiltigheim, deuxième ville du Bas-Rhin. L'Union Départementale des élus Socialistes vit alors ses effectifs multipliés par 10.
Les législatives de 1978 ont confirmé cette progression, puisque les candidats Socialistes approchaient les 18% dans le Bas-Rhin.
Enfin, cette année a vu l'élection de 3 nouveaux Conseillers Socialistes, de 3 militants, dont certains luttent depuis plus de vingt ans dans leur quartier pour y changer fLa vie.
Ainsi, depuis 1971, les militants ont vu grandir leurs espoirs avec le développement de notre Parti, avec l'engagement toujours renouvelé de François Mitterrand, son Premier Secrétaire ; d'ailleurs, dans le Bas-Rhin, on le considère un peu comme le meilleur militant de la fédération ! Après chacun de ses passages, nous gagnons un peu plus de terrain et de nouveaux élus.
Aujourd'hui, la Droite commence à "perdre les pédales" et à opposer ses nouveaux à ses anciens ministres t
La campagne présidentielle et ses grandes manœuvres ont commencé, mais de moins en moins de Bas-Rhinois y sont sensibles.
Par contre, ils rendent de plus en plus hommage au travail désintéressé et à long terme des militants fidèles à leur idéal, à leur engagement, à la ligne politique qu'ils se sont donnés à Epinay.
Ces militants n'ont aujourd'hui de leçon à recevoir de personne, car ils n'ont pas attendu pour militer dans les syndicats et les associations de leur quartier et de leur commune.
Permettez-moi, chers camarades, d'exprimer ma surprise lorsque j'entends dire que, si le Parti Socialiste a un électorat ouvrier, il ne permet pas aux travailleurs et aux syndicalistes d'accéder aux responsabilités. Faut-il rappeler ici que François Mitterrand fut le premier à le réclamer et à le faire ? Je peux personnellement en témoigner, puisque c'est grâce à son insistance que j'ai pu militer et me libérer de mes obligations professionnelles pour pouvoir me consacrer totalement à 1'implantation du Socialisme dans la classe ouvrière, (applaudissements)
Par conséquent, j'invite les camarades qui prennent publiquement position au Parti à faire un plus grand effort d'objectivité, car c'est par une attitude objective et responsable qu'ils permettront au Parti Socialiste de se renforcer, en particulier cher les travailleurs.
Je dois également vous exprimer ma surprise devant certains propos tenus hier par Michel Rocard. Il en est un, en particulier, qui m'a même choqué, comme il a choqué de nombreux délégués ; c'est un propos qui n'a jamais été jusqu'alors tenu au Parti Socialiste et qui, donc, est totalement étranger à la ligne d'Epinay. Il s'agit de l'affirmation : le marché ou le rationnement, (applaudissements)
II faudrait que son auteur nous fasse la démonstration rigoureuse d'un tel principe, sinon cela restera dans la mémoire du Parti comme un pur slogan révisionniste de circonstance ! (applaudissements et protestations)
Et j'ajouterai : il faudrait que Michel Rocard nous explique pourquoi un tel principe ne figurait pas noir sur blanc dans la motion C ! (Applaudissements), car je ne suis pas du tout sûr que 20% des adhérents de ce Parti le suivent sur ce terrain, ce qui

Fondation Jean-Jaurès

signifierait qu'on les a, depuis trois mois, manipulés avec les textes (protestations et sifflets) dont on nous révèle seulement aujourd'hui la véritable signification !.... (Protestations et sifflets) Enfin, en tant que militant alsacien, je voudrais dire avec force au Congrès l'importance que revêtent pour l'Alsace deux événements.
Le premier concerne l'accident de la centrale nucléaire de Harrisburg, aux Etats-Unis. Nous avons, à Fessenheim, une centrale du même type. Or, il n'existe pas de Plan Orsec pour Fessenheim ! Qu'arriverait-il dans cette région très peuplée en cas d'accident nucléaire ?
Il faut que notre Parti prenne position plus fermement en face d'un Pouvoir qui méprise la vie et la sécurité de la population. Il faut que le Parti mène une campagne dynamique contre le programme nucléaire du gouvernement.
Le deuxième événement dont je voudrais parler, chers camarades, c'est l'élection de l'Assemblée Européenne.
Tous les partis de droite, ainsi que le Parti Communiste, voire les écologistes, vont avoir des Députés Alsaciens dans cette Assemblée. Le Parti Socialiste, qui représente plus de 20% des Alsaciens, ne peut se permettre d'être absent dans sa représentation régionale, car outre le fait que l'Assemblée Européenne siège à Strasbourg, ce qui soulève un certain nombre de problèmes pour les habitants de la Région, les Socialistes n'ont aucun représentant à l'Assemblée Nationale ni au Sénat.
Il faut que cette Alsace, qui s'ouvre à nouveau au Socialisme, soit officiellement reconnue et acceptée par le Parti Socialiste, (applaudissements)

La présidente - Roger Fajardie, pour la motion B. Louis Le Pensec se prépare.

Roger Fajardie

Mes chers camarades, nous voici réunis avec gravité pour la conclusion.
L'affrontement a donc eu lieu. Affrontement des hommes, peut-être. Affrontement des idées, pas toujours évident, en tout cas pas au point d'atteindre l'inconciliable. Affrontement des principes, certainement pas, puisque nul n'a remis en cause, nul ne remet aujourd'hui en cause dans ce Parti les choix ni l'esprit d'Epinay.
Ceux qui voulaient la synthèse, en janvier, en février, en mars, n'ont guère été entendus. C'était sans doute inévitable dans un climat de combat où ceux qui tentent de s'interposer reçoivent plus facilement les balles perdues que l'écoute d'oreilles attentives.
(Le débat a eu lieu. Chaque militant a pu s'exprimer et le témoignage de notre vie démocratique, même si nous en avons vécu - sans joie, croyez-le - les aspects les plus durs, reste l'élément positif de cette période devenue nécessaire, mais qui fut difficile et à laquelle il faut mettre un terme en ce Congrès.
Maintenant, camarades, il faut essayer de déboucher sur une synthèse aussi étendue que le permettra l'accord politique, reconstruire la majorité d'hier, et si possible l'élargir. (Applaudissements)
Le parti a besoin de continuité, le Parti a aussi besoin de sa diversité. La situation en France et notre devoir à l'égard du monde du travail exigent de nous un effort de conciliation, et exigent de nous une volonté d'union.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Tous ceux qui, avec Pierre Mauroy, ont signé la motion B sont prêts à cet effort et portent cette volonté !
(Applaudissements)
Quelques questions importantes, essentielles, doivent recevoir de ce Congrès une réponse, et il faut essayer, François Mitterrand avait raison de le souligner hier, d'aboutir à un accord dans la clarté.
Je n'entrerai pas dans le débat sur la rupture, sauf pour noter que pour ma part je le crois réglé une fois pour toutes depuis 1905, à savoir que notre volonté de rupture avec le capitalisme s'inscrit dans notre acte d'adhésion au Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Je n'aborderai pas plus la discussion sur la construction européenne, dont je me bornerai à dire que nous voulons la mener avec chaleur, comme une grande espérance, dans la ligne fixée au Congrès de Bagnolet. D'autres auront, j'imagine, l'occasion d'y revenir, et par conséquent je n'insiste pas.
Je voudrais simplement m'exprimer sur deux thèmes, en quelques mots sur le premier, plus longuement sur le second.
Le premier, c'est le thème de l'union de la Gauche. Le Parti Communiste, dès lors qu'il n'apparaissait plus comme la première force politique de la Gauche, a sollicité délibérément le texte de 1972 et l'esprit dans lequel il avait été rédigé, en cherchant à amener la mise à jour du Programme Commun sur ses propres thèmes. Il a ainsi rendu impossible un accord en septembre 1977, et il a donc pris la responsabilité du maintien de la Droite au pouvoir, au moment où le Parti Socialiste pour ce qui le concerne remportait, et il faut le répéter, le plus grand succès de son histoire, confirmé et amplifié par les récentes élections cantonales.
Nous devons absolument, c'est le bon sens, rendre compte de cette réalité.
Notre choix stratégique, c'est l'union de la Gauche, et il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de stratégie de rechange. Mais l'union se trouve dans l'impasse, et il faut naturellement trouver le moyen d'en sortir.
Il n'est pas, d'un autre côté, question de réécrire actuellement un Programme Commun.
Alors, que faut-il faire ? Eh bien, camarades, il faut débattre avec l'ensemble des forces politiques et sociales qui combattent le capitalisme, pour dégagée les convergences sur l'action et sur les perspectives. Et dans le même temps il faut obtenir du Parti Communiste des garanties sur les objectifs. Et comment ? En l'amenant à s'exprimer clairement non seulement sur les points qui engagent irrémédiablement les orientations de la politique à conduire ensemble, mais aussi d'une manière plus générale sur tout ce qui concerne la souveraineté nationale, les libertés et la démocratie, le respect de la volonté populaire exprimée par le suffrage universel, et enfin la conception et la pratique de cette union.
Sur la base de ce débat, il faudra s'attacher à établir une plate-forme, une sorte de contrat cadre engageant l'ensemble de la Gauche; puis par leur vote, en élisant leurs représentants, des électrices et des électeurs de la Gauche, approuveront l'un ou l'autre des programmes propres des partis qu'ils constituent, et naturellement le programme qui aura recueilli le plus grand nombre de suffrages sera le texte de référence essentiel

Fondation Jean-Jaurès

pour l'établissement d'un programme de gouvernement, qui traduira au plus juste, au lendemain du succès électoral que nous espérons, leur volonté populaire.
Et qui pourrait, camarades, récuser un tel processus de dialogue, respectant scrupuleusement les règles de la démocratie, sans montrer une tentation hégémonique lourde d'inquiétudes et de risques, dont le peuple naturellement serait juge ?
Eh bien ! Camarades, nous qui n'avons pas cette tentation, nous qui n'avons pas d'autre ambition que de servir le peuple et que servir le Socialisme, nous nous devons d'engager un tel processus pour rendre une chance à l'union de la Gauche.
Le second thème dont je veux dire quelques mots rapidement, c'est celui des deux cultures, celui des deux méthodes, si vous voulez, à partir desquelles s'est construit le mouvement Socialiste.
Il y a eu Jean Jaurès et Jules Guesde, la tradition issue des Socialistes utopiques et de Proudhon, et la tradition issue de l'œuvre de Marx. Il faudrait, d'ailleurs, pour être juste y ajouter désormais des apports non négligeables, à commencer par celui, même divers, du Socialisme chrétien. Mais pourquoi opposerions-nous aujourd'hui les deux courants initiaux ? Quand Jaurès et Guesde s'affrontaient en 1900, dans le débat de Lille connu sous le nom des deux méthodes, leur dialogue portait en filigrane l'unité de 1905. Jaurès, dans les dernières années de sa vie, proposait des synthèses que Léon Blum prolongea.
En fait ce débat qui est l'une des constantes du mouvement Socialiste est aussi une de ses richesses majeures, et récuser l'une ou l'autre des écoles serait dessécher, appauvrir notre fond idéologique commun. Ce débat s'instaura dans l'ensemble des partis Socialistes, et en Suède, par exemple, l'affrontement des années 30 entre pragmatiques et théoriciens déboucha sur une conjonction qui permit d'engager, de développer le combat pour la démocratie sociale dont François Mitterrand rappelait justement hier qu'il avait abouti à des résultats assez forts pour être irréversibles.
Il n'y a pas, camarades, de Socialisme vivant sans le mouvement dialectique qu'entraîne le dialogue toujours renouvelé, y compris en chacun de nous-mêmes, entre les deux courants de la pensée Socialiste.
Ce Parti ne peut pas séparer son présent de son histoire. Nous devons vivre ensemble tels que nous sommes. Ce débat est celui d'un grand mouvement dont la réflexion se développe et la construction se poursuit sans cesse, jour après jour.
Eh bien ce débat, camarades, il nous conduit à l'affirmation claire de la personnalisé, de l'identité de notre Parti, avec sa propagande, avec la formation encore développée de ses militants qui nous ramènent inéluctablement à la nécessité d'une synthèse pour laquelle, d'ailleurs, François Mitterrand a proposé hier plusieurs éléments positifs.
Cela, il nous faut essayer de le réaliser dans l'esprit d'Epinay, avec la volonté d'assumer toutes nos sensibilités, tous nos enrichissements, tout le poids de notre histoire, avec ses ombres et ses lumières, parce que la fraternité et l'union aussi larges que possible dans l'action, eh bien, camarades, ce sont les conditions premières de l'espoir retrouvé. (Applaudissements)

La présidente - Louis Le Pensec, huit minutes, ensuite Jean Besse.

Louis Le Pensec

Chers camarades, je souhaiterais vous entretenir d'un thème qui, pour être de plus en plus présent dans l'actualité, a cette particularité de ne pas encore avoir de statut dans notre Parti, c'est celui des peuples minoritaires de France.

(Applaudissements)

Nous en parlons à ce jour par périphrases. On parle de minorités culturelles, on parle d'identités régionales, au pluriel, mais nous n'avons pas tranché, après débat, au fond, la question de savoir si pour nous, Socialistes, la France est ou non une nation constituée de plusieurs peuples. Et ce problème ne concerne pas que les seuls Basques, Bretons, Corses, Flamands, Alsaciens, Occitans, il concerne tous les Socialistes, et son enjeu politique n'échappe à personne. Il concerne, faut-il le dire, les DOM et les TOM, où il y a urgence dramatique à ce qu'il soit pleinement appréhendé.

Le Pouvoir y répond à sa manière, forcément libéral. Giscard a bien parlé l'an dernier de l'existence d'un peuple corse pour la première fois; il a octroyé à la Bretagne une charte culturelle, il envisage de l'octroyer pour la Corse. Mais en réalité la France n'applique pas, notamment en matière de langues et de cultures minoritaires, les dispositions des Déclarations universelle et européenne des droits de l'homme qu'elle a pourtant signées.

La France est à la fois le pays d'Europe qui compte le plus de peuples minoritaires, la plus grande diversité, mais aussi celui qui nie le plus une telle diversité. Pouvons-nous, camarades, rester sans réponse à cette question ? Tant que nous n'en donnerons officiellement aucune, des attitudes diverses, voire contradictoires, se manifesteront et coexisteront dans le Parti.

Il y a trois attitudes :

D'abord il y a ceux qui se scandalisent de ce que l'on ose affirmer que le peuple français ne serait pas le seul peuple de France, mais il leur faudrait prouver que ce qui est une évidence historique serait de nos jours une erreur, il leur faudrait prouver que la tentative d'assimilation culturelle menée par l'Etat depuis ses origines a définitivement réussie.

D'autres, sans nier l'existence du problème, trouvent qu'il ne faut pas en exagérer la portée, qui est pour eux essentiellement locale, les exigences du Parti, selon eux, sur la décentralisation, nos engagements en matière de langues et cultures minoritaires, seraient amplement suffisants. Aller au-delà présenterait des risques inutiles et pourrait faire douter de notre volonté de tenir à l'unité nationale.

D'autres enfin, pour ne pas être en reste et afin de ne pas risquer cette accusation, semblent prêts à reprendre les analyses, les mots d'ordre des séparatistes ils risquent alors d'être manipulés par ces derniers, se refusant à priori à critiquer tout ce qui vient de ce côté, ils peuvent demain se trouver en contradiction avec les positions du Parti, écartelés entre deux démarches, diluant leur identité de Socialistes.

Pouvons-nous, sur cette question, laisser coexister deux positions extrêmes et une troisième arbitrant, selon les circonstances; les raisons de répondre négativement tiennent à la fois à notre analyse de l'évolution de la crise, mais aussi à nos convictions fondamentales de Socialistes.

A mesure que nous ressentons l'ampleur de la crise, nous constatons à la fois

l'importance déterminante de sa dimension économique, et en même temps son imbrication étroite avec la dimension politique, culturelle, car la faillite du système économique, basé sur l'exploitation des salariés, est aussi l'échec d'un système politique centralisé et centralisateur, et celui de la massification culturelle qui broie les identités et qui mercantilise les rapports sociaux.
Quoi d'étonnant, camarades, à ce que ce soit dans les régions de peuples minoritaires, régions périphériques de l'Hexagone, où la crise a commencé le plus tôt, que la réaction populaire donne lieu à la conscience collective la plus élaborée, qui s'exprime par la revendication : Vivre, travailler et décider au pays.
(Applaudissements)
Or, actuellement, les conditions objectives de création d'un large mouvement populaire contre le pouvoir y sont réunies, mais les convergences entre les classes opprimées de ces régions et les organisations du mouvement ouvrier ne sont pourtant ni spontanées ni faciles, d'une part, parce qu'objectivement, lutte de classe et lutte des peuples sont loin de se recouper spontanément, d'autre part, parce que la tradition dogmatique du marxisme a eu toujours des positions sectaires sur la question nationale. Noua sommes là au cœur du débat. Au nom d'un marxisme simpliste et dogmatique, on a trop souvent isolé le problème des solidarités plus larges de la classe ouvrière et le stalinisme, et, sur ce plan, l'exemple extrême d'une attitude à la fois économiste, bureaucratique et oppressive à l'égard des minorités.
Le mouvement ouvrier, nous le savons, a payé très cher dans les moments décisifs son refus de prendre en compte les aspirations des minorités dites périphériques; la Guerre d'Espagne, la question irlandaise, l'échec de la République de Weimar, pour nous limiter à l'Europe, en sont deux exemples tragiques.
Saurons-nous les prendre en compte au moment où il apparaît, plus que jamais, que l'aggravation de la crise n'entraîne pas automatiquement le passage au Socialisme.
Enfin, argument décisif en faveur de la recherche d'une synthèse entre les aspirations des peuples minoritaires à recouvrer leur identité et les revendications des salariés, c'est la nature même de notre projet autogestionnaire.
Nous dénonçons le capitalisme comme mode de vie oppressive qui n'admet les différences qu'en termes d'inégalité, que sur le mode hiérarchique. Nous affirmons que le Socialisme, c'est le droit à la différence, aux différences et la possibilité enfin de rapports authentiques aux autres.
Le Parti Communiste a bien senti l'émergence des aspirations autonomistes, lui dont la position jusqu'à présent négative, justifiait aux yeux de certains nos prudences. Il a pris, depuis un an, sur ce sujet, un de ces tournants à 180 degrés dont il a le secret. Depuis l'été dernier, il revendique, je cite, "un pouvoir corse qui fasse la politique du peuple corse", et il a signé, il y a peu, le manifeste pour l'autonomie de l'Occitanie.
Nous pouvons, à bon droit, dénoncer cette attitude comme récupératrice. Elle constitue un fait politique. Nous n'avons pas à nous définir par rapport à lui, nous avons notre démarche autonome qui nous a permis de préparer un ensemble d'analyses, de propositions, adaptées aux données économiques, sociales, culturelles et institutionnelles de chacun des peuples minoritaires de France, pour que le Parti dans son ensemble, les fasse siennes.
Il faut qu'il ne considère pas le sujet comme tabou, ou comme - attitude aussi

préjudiciable - problème mineur à traiter au sein de chaque minorité ou dans le champ clos d'une sous-Commission.
C'est une position responsable de tout le Parti que nous demandons sur cette question qui, seule, permettra de faire face à l'actualité. La tenue d'Assises Socialistes des Peuples Minoritaires de France en 1979 devrait y conduire.
(Applaudissements)
Nous versons cette proposition aux débats du Congrès. Nous la versons à la Commission des résolutions. La prise en compte, par la direction du Parti, après le Congrès, de ces propositions, permettra à nos militants, sur le terrain, d'engager un dialogue constructif avec les forces vives de chacun des peuples minoritaires, dont le projet est compatible avec nos choix de classes, avec notre logique anticapitaliste.
Ce faisant, camarades, nous avons le sentiment de servir la démocratie et l'unité fondée sur la reconnaissance des différences authentiques, démocratie et unité dans le Parti et dans le Pays !
(Applaudissements)

La présidente - Jean Besse, pour la motion E. se prépare Louis Mermaz.
Je voudrais annoncer la réunion immédiate de la Commission nationale des Conflits, dans la salle n° 12.

Jean Besse

Camarades, au Congrès de Pau, la motion majoritaire signée par François Mitterrand, Pierre Mauroy et Michel Rocard, devenue la motion de tout le parti, faisait des entreprises la priorité du travail, je cite, "pour se doter d'une large base sociale ouvrière et populaire, le Parti doit accorder une priorité militante et financière aux secteurs d'intervention et plus particulièrement aux secteurs d'entreprise."
Au Congrès de Nantes, la motion majoritaire signée par les mêmes, devenue celle de tout le Parti, fixait l'objectif à 1300 sections et groupes d'entreprise.
Avant les Législatives, nous l'avons constaté, les bonnes intentions, hier comme aujourd'hui, ne manquent pas, mais sachant ce qu'elles sont devenues, nous serons plus vigilants et plus fermes pour l'avenir.
Le Premier Secrétaire faisait hier un constat plus réaliste. Nous enraciner, disait-il, sur le terrain social où nous n'avons fait qu'aborder.
Nous enraciner, mais quels moyens de lutte doit-on mettre en place contre la restructuration, pour préserver les chances du Socialisme en France ? S'opposer au Plan Barre ? S'opposer au développement du libéralisme sauvage ? S'opposer au désossage de notre économie par le capitalisme multinational suppose de bien préciser nos choix politiques et de mettre des moyens à la hauteur.
Dans les mois qui viennent, notre Parti sera jugé par les militants qui sont encore en dehors de nos rangs sur sa capacité, sur notre capacité non seulement à soutenir et à participer aux luttes, mais aussi à animer durablement l'action politique sur les lieux de travail, avant, pendant et après les conflits.
Une rude bataille idéologique doit s'engager sur le terrain, contre le patronat et le gouvernement.

Fondation Jean-Jaurès

Nous devons prendre position sur les problèmes de la compétitivité, ne pas nous résigner à la soi-disant spécialisation, ni à la soi-disant menace des pays en voie de développement. Les batailles seront longues, les batailles sont longues, la dénonciation ne suffit pas.
D'abord, il nous faut préciser une ligne politique, avoir une ligne claire, et les militants qui sont investis, dans un certain nombre de conflits, le savent : avoir une ligne claire, c'est, par exemple, pour la réduction du temps de travail ou pour la sidérurgie, mieux préciser les choses. On ne peut pas dire d'un côté que pour lutter contre le chômage, la solution c'est la réduction massive du temps de travail, dont les 35 H et, dans le même temps, promettre une inflation massive et pourquoi pas, le Chili au bout du chemin ? (Applaudissements).
Il est vrai que la crise du travail est un des points centraux de la crise du capitalisme, qui utilise les nouvelles formes de gestion de la main d'œuvre pour abaisser son coût et faire le bonheur des boites d'intérim. On ne peut s'appuyer sur cette crise pour réviser notre objectif de plein emploi, comme un certain nombre de débats ont pu le montrer à travers le Parti.
Le choix des 35 H a été fait. Il ne s'agit pas d'une tocade ou d'une étourderie, mais d'une position hâtive. Il s'agit de notre choix de préciser qu'il faut vivre mieux et vivre mieux pour des masses de gens, pour des masses de travailleurs, ce n'est pas vivre mieux avec moins.
L'objectif de la redistribution massive des revenus est un objectif que nous devons lier à cette revendication de réduction du temps de travail. De même que cette revendication ne doit pas être diluée dans la logique des contraintes internationales, et nous ne devons pas attendre que cette revendication soit satisfaite dans les pays européens, et, pourquoi pas, dans d'autres pays, comme c'est déjà dit dans un certain nombre de secteurs de gauche, c'est à dire d'attendre que ce soit inscrit au programme du mouvement ouvrier des pays nord-américain ou du Japon, pour pouvoir engager de façon décisive la lutte.
Le deuxième point, c'est qu'à partir de cette revendication unifiante, il nous faut, et en particulier dans les conflits sur l'emploi qui sont les plus importants, avancer des propositions de caractère industriel. Ces propositions doivent être faites à temps, ce qui a été fait sur la sidérurgie est une petite esquisse de l'immense travail que nous avons à faire. Si nous voulons anticiper pour être capables de nous opposer à la logique du Plan Barre, il ne faut pas attendre que des milliers de tonnes de minerai soient déversées sur les voies ferrées, ou que des commissariats deviennent la cible de la colère en Lorraine pour engager dans d'autres secteurs qui sont en crise, le même travail en profondeur avec les militants, avec les responsables du Parti, avec les experts. La construction navale, le textile, demain l'automobile, le téléphone, dans tous ces secteurs nous devons avancer des propositions. Certes, elles ne sont pas seulement mobilisatrices, mais le Parti doit être en mesure d'anticiper sur ce qui se passe dans ces différents secteurs s'il veut être à la hauteur de ses ambitions.
Un camarade hier, sidérurgiste de Moselle, est intervenu. Il a été peu écouté, et pourtant... (Applaudissements) et pourtant ce qui est dit sur le plan d'Avignon est très intéressant car il touche au problème européen et au problème industriel.
Nous avons assisté à la Conférence Nationale Sidérurgiste et nous y avons entendu

des positions sur le Plan d'Avignon qui sont loin des positions Socialistes. Quand nous entendons des camarades responsables de certains courants, nous dire que : critiquer le plan d'Avignon, c'est critiquer toute idée de planification européenne ou, encore, que pour une fois qu'il existe une planification européenne on ne va quand même pas s'y attaquer, je dis qu'il y a là, par rapport à nos objectifs de planification de graves lacunes, et que nous ne pouvons pas avoir d'accord... (applaudissements)... avec ces camarades sur de telles positions.
Nous savons avec ce Plan, que le capitalisme est capable de mettre des plans en place, est capable de planifier, et, lorsque François Mitterrand, hier, s'interrogeait sur le plan, par rapport à la logique internationale, je dis : quelles seraient nos positions aujourd'hui si nous avions à faire face au Plan d'Avignon tel qu'il est en train de se mettre en place à l'échelon européen ?
Nous devons préserver notre indépendance. Bien entendu, elle ne peut se réduire aux fabricants français, mais il est sûr que cette indépendance perdrait complètement à accepter une régulation globale par le marché, marché dominé par les multinationales.
Camarades, pour devenir parti de gouvernement, notre Parti doit devenir un parti de lutte, un parti pour les luttes.
Ce qui est nécessaire pour les travailleurs n'est jamais possible pour le patronat et le gouvernement. Pour notre parti, ce qui est nécessaire pour les travailleurs doit être la priorité en forgeant un outil à la hauteur de nos responsabilités : affecter un quart du budget au secteur entreprise et un quart du budget au secteur formation.... (Applaudissements).... donner la priorité à la création des sections d'entreprise, faire un effort particulier pour l'implantation et l'organisation du Parti Socialiste au sein des entreprises nationalisées et des multinationales situées dans les secteurs vitaux, rémunérer par le Parti à temps complet une partie au moins des secrétaires et délégués généraux, tenir une conférence nationale tous les deux ans, constituer une équipe de permanents autour du Secrétariat et les GSE. C'est le minimum pour atteindre l'objectif de 2000 sections et groupes d'ici 1981.
Voici des propositions constructives pour une synthèse Si nous voulons reconstruire l'unité, il faut le faire dans et par le combat, il faut rechercher l'unité dans l'action, enrichir le Parti des actifs des luttes et à cet égard, nos propositions quant à des Etats Généraux doivent être retenues.
Ainsi, nous ferons de ce combat d'en bas la base du combat d'en haut qui permettra à la Gauche de gagner, (applaudissements)

La présidente - Louis Mermaz a la parole pour la motion A. ensuite Gérard Fuchs se prépare.

Louis Mermaz

Chers camarades, lors du Congrès de Nantes, nous étions dans une perspective de conquête du pouvoir, à Metz, nous sommes toujours dans la même perspective, même si le paysage politique s'est modifié.
Je voudrais d'abord jeter un bref coup d'œil sur la situation économique : 1.500.000 chômeurs, un pays plié sous l'absurde politique économique et sociale du Président de

Coll. Fondation Jean Jaurès

la République et de son gouvernement, jour après jour une acceptation plus prononcée de la division internationale du travail, la pénétration de notre économie par les multinationales qui s'accordent davantage de profits avec moins de travail donné aux Français, l'intégration de plus en plus poussée de notre pays dans la système atlantiste et aujourd'hui le chef de l'Etat nous invite à copier le modèle économique allemand avec comme perspective de rattrapage… mais pour l'an 2000 !
Des régions entières sont en détresse et notamment celle-ci qui vit la crise dramatique de la sidérurgie.
La société française est en crise et plus que jamais notre pays est le pays des inégalités sociales.
Or, nous savons que sans la désunion de la Gauche, nous aurions gagné en mars 1978 et il faut avoir le courage d'affirmer bien haut que dans cette affaire les responsabilités du Parti Communiste sont lourdes, d'autant plus lourdes que le sentiment unitaire demeure un sentiment profond au cœur de notre pays, comme viennent encore d'en apporter le témoignage les élections partielles et les élections cantonales.
Comment a-t-on pu dire depuis un an que le Parti Socialiste avait fait preuve de suivisme à l'égard d u Parti Communiste ? Dira t-on encore dans nos rangs que notre Parti a connu depuis le Congrès de Nantes une dérive droitière ? A t-il existé une ligne de Nantes différente de celle d'Epinay ? C'est un débat qui doit être tranché ces jours même.
Mais regardons un moment aussi ce qui se passe du côté de la majorité où les divisions, je dirai la décomposition, jour après jour sont plus prononcées, où M. Chirac obéit à la fois à des motivations politiques réelles et à des sentiments personnels.
Le Parti Socialiste, plus que jamais, est un recours, le Parti Socialiste plus que jamais est l'élément moteur de l'alternative, le Parti Socialiste étend son influence.
On a parlé, et nos adversaires ont parlé avant mars 1978, d'un parti attrape-tout, notre électorat est diversifié : Travailleurs, cadres, agriculteurs, notre insertion dans la société est de plus en plus importante, alors une question se pose : ce Parti prendra t-il le risque de devenir l'opposition de sa majesté le capitalisme ou bien est-il porteur d'un projet révolutionnaire ?
L'idée de révolution... pardon l'idée de rupture est-elle une idée jeune ou bien un passe temps pour le troisième âge ?
Tenir le même langage dans les Congrès, tenir le même langage à l'occasion des élections, demain au pouvoir, c'est cela accepter la révolution.... pardon, la rupture porteuse d'un projet de société, mais cette idée, si on l'explique, est rassurante pour les travailleurs et rassurante pour tous ceux que nous voulons grouper dans le front de classe. Cette idée ne doit inquiéter à juste titre qu'une minorité, elle doit conforter la majorité de nos concitoyens.
Vous, les militants du Parti Socialiste, vous, la majorité des militants, vous vous êtes prononcés pour le maintien et l'enrichissement de la ligne d'Epinay.
De quoi s'agit-il ?
De la résolution finale du Congrès constitutif de juin 1971, bien sûr, mais aussi de huit années de pratiques constantes qui ont fait de notre Parti le premier Parti de gauche et le Premier Parti de France, sous l'impulsion de François Mitterrand.

La rupture pour nous, c'est d'abord une rupture avec les mentalités dominantes.
Le peuple connaît, avons-nous dit dans notre motion, la rigueur sociale que lui inflige le grand capital, le peuple se voit interdire, au nom des théories officielles, tout ce qui pourrait changer ses conditions de vie.
L'union de la Gauche, pour nous, c'est d'abord le développement du Parti Socialiste, dynamique, originalité, indépendance du Parti Socialiste, mais pour cela une seule stratégie : nous voulons le Parti Socialiste toujours plus fort, nous voulons le raffermissement de son identité historique, nous voulons fonder son identité future, nous appartenons à un Parti qui se projette dans l'histoire et nous trouvons précisément que ce qui manque à la motion C, c'est la conscience de la durée historique.
L'histoire n'est pas une somme d'expériences, ni d'expérimentations, c'est une somme d'événements, de drames, de batailles, avec des vainqueurs et des vaincus et le tout a toujours un sens. Nous devons traduire en actes politiques l'union de la Gauche, réalité populaire, également réalité historique.
Nous considérons que l'union de la Gauche ouvre à notre peuple des perspectives réellement historiques. Cette union, avec ses contradictions, ses tensions, ses prolongements dialectiques dans un article brillamment superficiel, M. Duverger parlait, il y a 48 h. des mariages forcés, comme si le conflit à droite et le débat, aussi âpre soit-il à gauche, étaient de nature semblable.
L'union de la Gauche, tôt ou tard, créera dialectiquement quelque chose de nouveau.
L'Europe est encore une idée dialectique. Nous voulons, nous, donner les moyens de l'indépendance réelle de notre pays à travers la construction de l'Europe. Nous avons derrière nous le rapport et les conclusions du Congrès de Bagnolet et le rapport Sutra, nous voulons dépasser l'Europe des institutions pour faire l'Europe des peuples, nous avons conscience qu'il y a une conception française de l'Europe et qu'il y a une conception allemande et que le débat n'est pas seulement idéologique, mais que c'est aussi un débat existentiel, et encore que les Socialistes de toute l'Europe le trancheront différemment de la manière dont il l'a été jusqu'ici.
Nous appartenons au Parti le plus démocratique de France, mais nous avons conscience aujourd'hui qu'il faut avoir entre nous la solidarité nécessaire dans les succès, mais aussi dans les épreuves. Il faut faire un Parti cohérent et discipliné. Et Parti doit être à l'image du modèle de société que nous voulons créer. Ce Parti peut-il être le laboratoire de la société que nous voulons fonder ? Mais n'est-il pas aussi un instrument de combat obéissant aux nécessités du combat ? L'autogestion que nous voulons introduire dans la société française passe par la formation, sinon l'on débouche sur l'élitisme et la récupération des responsabilités par des couches sociales intermédiaires.
(applaudissements)
Oui, ce Congrès est aussi important que celui d'Epinay. A Epinay, un nouveau Parti est né, héritier des heures les plus glorieuses du précédent. A Metz, au cœur de l'Est de la France, dans une terre qui est encore malgré les premiers succès, une terre de mission pour le Socialisme, il faut intégrer les composantes du Parti Socialiste et les générations.
Ceux qui ont signé la motion A, née de plusieurs contributions, représentent certes

Fondation Jean-Jaurès

l'axe du Parti, mais ils s'adressent à tous ceux qui veulent la synthèse dans la clarté pour gouverner le Parti dans la cohésion, cela exclura pour demain les dosages qui conduiraient à la confusion et à l'impuissance, comme les compromis artificiels qui ne seraient pas dignes de nous.
Le problème que nous avons à régler est un problème de ligne politique et de cohésion. Ce n'est pas un problème de sièges au Bureau exécutif ni au secrétariat.
En conclusion, quelles sont les questions qui se posent à nous pour répondre à la synthèse ?
Comment entendons-nous assumer et poursuivre ce qui a été fait depuis le Congrès d'Epinay et depuis les Congrès derniers ? Comment entendons-nous poursuivre l'œuvre qui a fait du Parti Socialiste le premier parti de France, parti qui a son identité, ses objectifs particuliers, qui a sa stratégie d'union, parti qui croit à la nécessité du contrat politique entre les partis de Gauche ?
Comment continuer sur la ligne d'Epinay, la rupture, l'union de la Gauche, le type de parti que nous voulons ?
La rupture, je vous l'ai dit, c'est la rupture avec les idéologies dominantes qui déclarent impossible et nuisible tout ce qui n'est pas dans la logique du profit capitaliste.
Le plan n'est pas pour nous une police, le plan doit être élaboré démocratiquement. Les lois économiques ne sont pas immuables. Il existe certaines contraintes internationales, et notamment celles des multinationales, mais nous y opposons une volonté, une politique volontariste. Nous croyons à la relance de la consommation populaire, nous croyons à des idées simples comme la possibilité d'importer plus si nous exportons davantage. Nous luttons contre le défaitisme et l'antipatriotisme de la grande bourgeoisie.
On nous dit qu'on ne peut pas consommer plus qu'on ne produit : Nous disons qu'on peut consommer davantage, et nous disons qu'on peut déjà répartir différemment, et que ce type de répartition nouveau a un effet de relance économique. (Applaudissements)
L'union de la Gauche, c'est l'espoir toujours renaissant autour d'un contrat de gouvernement.
Le Programme Commun de gouvernement autour duquel nous avons vécu pendant plus de cinq ans est inscrit dans la mémoire populaire. Pour les Français, il y a eu de longues années de fidélité à un contrat honoré finalement par près de 14 millions de Français.
Il faut obliger les Communistes à revenir à l'union, car sans l'union de la Gauche il n'y a pas de perspective pour le Socialisme.
Oui, il faut tenir bon pour que l'autre soit obligé de choisir entre n'être plus lui-même ou revenir à l'union. Il faut obliger les Communistes à situer à nouveau la compétition historique entre nos deux formations au sein de l'Union et non pas contre l'Union.
Notre Parti, enfin, il faut l'homogénéiser. La démocratie, c'est un idéal, et on peut en demander toujours davantage, mais le problème est encore plus aujourd'hui d'avoir une organisation plus puissante.
François Mitterrand, hier, a évoqué après d'autres les deux cultures et les deux histoires du Socialisme. Il nous a invités à les mêler dans un seul projet.

Fondation Jean-Jaurès

Eh oui, il y a deux cultures, deux histoires, mais il ne faut pas artificiellement opposer, d'une part, le jacobinisme, la bureaucratie, de l'autre la décentralisation, le respect des pouvoirs locaux et des contre-pouvoirs. Vous le savez, camarades, les deux cultures se sont souvent mêlées au cours de l'histoire de notre pays et du Socialisme, mais souvent les situations personnelles ont reflété des situations politiques, les projets personnels et les projets politiques se sont entremêlés chaque fois qu'il y a eu, comme aujourd'hui, des enjeux de pouvoir. Car souvent, dans une histoire récente, les deux cultures se sont mêlées.
Qu'on n'oppose pas le quantitatif et le qualitatif, tous les deux présents dans le Programme du Parti Socialiste de 1972, programme qui consacre de longs paragraphes à l'écologie, à la défense de la nature, du cadre de vie, à la défense de la qualité de la vie, thèmes repris dans plus de vingt colloques ces dernières années. Et la décentralisation n'est-elle pas le lot et l'œuvre de tout notre Parti ? N'avons-nous pas demandé sans cesse la réforme des collectivités locales, que l'on réserve 25% des contributions levées en France aux communes, aux départements et aux régions ? N'est-ce pas l'un des nôtres qui a demandé la suppression des Préfets, c'est-à-dire la fin des tutelles ? N'est-ce pas le Manifeste départemental qui a demandé la dévolution de l'exécutif des Conseils généraux aux Bureaux des Conseils généraux ?
Enfin, lorsque nous avons appelé aux premières expériences d'autogestion, n'avons-nous pas, tous ensemble, affirmé qu'elles débuteraient précisément dans les entreprises nationalisées ?
L'un de nos camarades, hier, posait la question - et je terminerai sur cette réflexion : serons-nous contraints à ne gagner que les élections municipales et cantonales ? Charles Fourrier s'en serait peut-être contenté - et lui aussi appartient à notre héritage Socialiste - mais nous posons, nous, dans le même temps, le problème de la conquête du pouvoir d'Etat, la conquête du pouvoir d'Etat, le combat global, la stratégie d'Union de la Gauche, et puis, lorsque nous accéderons aux responsabilités nationales, dans le même temps, l'installation des contre-pouvoirs et le lancement de l'autogestion.
Recherchons ensemble un accord clair, une synthèse, nous l'avons dit dès le début, sans exclusive, mais, de grâce, dans la clarté, sinon il y aura une majorité et une minorité. Le pluralisme, le respect réciproque de la majorité et de la minorité, c'est aussi l'unité du Parti Socialiste, cette unité que nous voulons tous.
Invoquons, si vous le voulez, comme on vient de le faire, les grands ancêtres du Socialisme. Mais mettons-nous surtout au travail pour la bataille sociale, pour les grandes échéances politiques qui passeront, soyez-en certains, par le Parti Socialiste.
(applaudissements)

La présidente - La parole est à Gérard Fuchs. Ensuite, Laurent Fabius.

Gérard Fuchs

Chers camarades, la dimension internationale de notre combat, c'est, vous le savez, l'un des thèmes importants du Congrès que nous sommes en train de mener pour ces deux jours encore. Sur ce problème nous savons qu'il pèse de plus en plus lourdement sur notre vie quotidienne. Nous savons qu'il constitue un élément essentiel de la crise

du capitalisme.
Nous vivons dans un monde où la délocalisation de la production, où la division internationale du travail, où l'apparition de nouvelles techniques à des échelles continentales et mondiales, sont une réalité constante.
Dans notre pays cette réalité, à cause de l'incapacité à organiser et à prévoir des libéraux qui nous gouvernent, nous savons qu'elle se traduit en ce que la Droite appelle "des restructurations", c'est-à-dire en clair par des centaines de milliers de chômeurs, par des régions entières, parfois, en péril de mort.
Alors, Chers camarades, nous comprenons la montée d'un certain nombre de régions, auprès d'un certain nombre de travailleurs, de réflexes de chauvinisme, de protectionnisme, de nationalisme. Nous comprenons les réactions des agriculteurs du Midi, face à la perspective d'un élargissement du Marché Commun mené dans le contexte purement libéral actuel. Nous comprenons la révolte des travailleurs du Nord, ou de la Lorraine, face à une évolution de la sidérurgie qu'ils ne peuvent pas aujourd'hui contrôler et qui leur échappe à cause du gouvernement.
Mes Chers camarades, je vous le demande, est-ce que pour autant nous devons joindre notre voix à ce concert de plus en plus bruyant, orchestré aujourd'hui par le R.P.R., orchestré aussi, malheureusement, nous le déplorons, par nos camarades Communistes ? Est-ce que nous devons-nous aussi dire non à tout élargissement, non à l'Europe allemande ?
Est-ce que nous devons nous laisser emporter par cette vaque qui apparemment impressionne de plus en plus nombreux les Françaises et les Français jusque parfois, nous ne pouvons que le déplorer, dans nos propres rangs ?
François Mitterrand a évoqué hier rapidement le problème du nationalisme. Pour nous, signataires de la motion C, nous pensons que cette évocation a été trop rapide car l'histoire nous montre bien que toujours, et quelle que soit la couleur politique des apprentis sorciers qui ont essayé d'utiliser ce ressort, il a joué au bout du compte en faveur de la Droite la plus réactionnaire dans tous les pays d'Europe, et de cela nous ne voulons à aucun prix.
(applaudissements)
Alors, la réponse, nous la voyons dans deux directions.
Il y a, bien sûr, une réponse nationale : c'est notre programme, ce sont nos propositions, c'est en particulier la planification de notre production, de nos échanges, d'un certain nombre d'évolutions.
Mais la réponse, Chers camarades, cela doit être aussi, ayons le courage de le dire, au niveau européen qu'il nous faut la chercher.
L'indépendance nationale, bien sûr, c'est la liberté parfois de dire non, mais c'est aussi, nous le croyons profondément, la liberté, lorsque cela nous parait utile, de dire oui.
L'Europe, quel Socialiste aujourd'hui ne se rend pas compte qu'elle est avant tout une construction libérale, une construction atlantiste ? Quel Socialiste ne se rend pas compte qu'il nous faut maintenant militer pour la construction d'une autre Europe, d'une Europe des travailleurs, d'une Europe indépendante entre les blocs ?
Mais alors, Chers camarades, cela nous amène à répondre à deux questions que nous ne pouvons pas esquiver:
D'abord : quand ? Et ensuite : avec qui ?

Fondation Jean Jaurès

Quand ?
Nos camarades du CERES nous disaient dans le texte qu'ils ont proposé au vote contradictoire qui a conduit finalement à l'adoption de notre Manifeste Socialiste pour l'élection européenne, nous disaient mot à mot - je cite - ceci :
"Avoir toujours présent à l'esprit l'objectif d'une Communauté européenne c'est constater que les conditions qu'il faut réunir pour l'atteindre n'existent pas".
Alors, Chers camarades, je vous demande : que doit-on faire en attendant ? Cela signifie-t-il que malgré les mots, malgré certaines déclarations, il n'est d'autre solution reconnue qu'une forme de repli sur l'hexagone, qu'on se laisse séduire par cette vieille tentation du Socialisme dans un seul pays ?
... (protestations)...
Sous pouvez siffler, Chers camarades, certains d'entre vous, c'est le texte que vous avez soumis au vote du Comité directeur il y a moins de trois mois que j'ai lu.
... (applaudissements)...
Alors, le Socialisme, dans un seul pays, nous savons tous très bien à quelle bureaucratie, à quelles privations de liberté il ne manque jamais de conduire.
... (protestations)...
Nous sommes en profond désaccord avec cette formule.
Mais après le "quand" il faut aussi, Chers camarades, répondre franchement à la question : avec qui ?
Et je dirai que sur ce point la motion de François Mitterrand est très étrangement silencieuse.
Nous disons, nous, qu'il n'y aura pas d'Europe des travailleurs sans les travailleurs d'Europe.
(applaudissements et sifflements)
Nous disons qu'en ce moment même où la crise, où le chômage frappent tous les pays de la Communauté européenne, les évolutions industrielles ou les conflits sociaux, de la métallurgie à la presse, sont étrangement semblables. Au moment où les conflits, entre toutes les puissances d'Europe, même l'Allemagne, et les Etats-Unis, vont en se multipliant, en se durcissant, nous disons qu'il nous faut rapidement engager le débat avec l'ensemble du mouvement ouvrier européen.....
..... (applaudissements)… dans ses composantes syndicales et politiques, au nord comme au sud. Nous disons que cela doit faire partie de notre stratégie. Nous disons que la relation avec les Socialistes du sud, nous disons que les relations avec les Partis Communistes d'autres pays, doivent être développées, par l'Union de la Gauche pour nous ne doit pas s'arrêter aux frontières de l'hexagone.
(applaudissements)
Chers camarades, j'arrive au terme du temps qui m'est imparti, mais je voudrais dire, pour conclure, ceci : que sur ces problèmes il nous faut être clairs, il nous faut être précis, il faut que notre Congrès se prononce sans équivoque. Oui, je suis de ceux, comme vous tous je pense, qui croient que l'Europe sera Socialiste ou ne sera pas, mais encore faut-il, aujourd'hui et demain, que nous nous en donnions les moyens.
(applaudissements)

La présidente - La parole est à Laurent Fabius.

Fondation Jean-Jaurès

Laurent Fabius

Chers camarades, pourquoi notre Congrès de Metz rencontre-t-il une aussi forte résonance ? La première explication est réconfortante : le Parti Socialiste est devenu, il vient de le confirmer lors des élections cantonales, la première force du pays, et chacun sait maintenant qu'il y a un lien indissoluble entre les choix des Socialistes et les perspectives de la France.

Mais il y a aussi à cet écho immense dans l'opinion publique une autre raison qu'il ne faut pas se dissimuler. Beaucoup attendent de nous ici, à Metz, la pose des banderilles ; ils attendent aussi les picadors, et ils seraient comblés si l'on pouvait assister à une estocade.

Eh bien, ceux-là, je le dis, seront déçus, et, ma foi, tant mieux. Nous entrons ici tous comme Socialistes, et quel que soit le résultat de ce Congrès, nous serons tous, à la sortie de ce Congrès, Socialistes à part entière.

(applaudissements)

Chers camarades, notre Congrès est souverain. C'est pourquoi tous les thèmes - je dis bien tous les thèmes - qui seront traités ce soir, à la Commission des résolutions, doivent avoir, au préalable, été abordé devant vous, (applaudissements)

Beaucoup, hier, a été dit et cela nous permet aujourd'hui, d'avancer. C'est ce que je voudrais, pour ma part, essayer de faire sur un certain nombre de points, invitant les représentants de chaque motion à faire de même, afin qu'on évite absolument tout double langage : l'un pour la Commission des résolutions, ce soir, et l'autre pour la tribune du Congrès ! (Applaudissements) Une fois chacun de vous parfaitement éclairé sur la réalité de nos débats, alors il vous appartiendra de trancher.

Le premier thème que je voudrais aborder, après d'autres, c'est le thème de l'échec.

L'histoire Socialiste, nous dit-on, serait une collection de déclins et de défaites et, récemment, nous nous serions - puisque c'est le terme - fourvoyés.

Je ne relèverai pas, chers camarades, ce que peut avoir de surprenant, et même de choquant, pour les candidats Socialistes qui se sont battus sur notre programme, pour les dizaines de milliers de militants qui les ont soutenus avec tout leur cœur, et pour les millions d'électeurs qui nous ont donné leur confiance, le fait de dire aujourd'hui : "Attention ! Dès le début nous nous étions fourvoyés !" (Applaudissements) De même, je n'insisterai pas sur le fait que, si les Socialistes qui nous ont précédés, avaient décidé qu'il fallait changer de cap parce que huit ans d'efforts ne les avaient pas conduits au pouvoir, alors il y aurait longtemps que la belle et longue chaîne du Socialisme serait définitivement brisée ! (Applaudissements) Alors, l'échec.

S'il s'agit du Socialisme international, la critique portée sur les échecs ou les insuffisances des modèles ou des anti-modèles est instructive ; il y a des leçons nombreuses à tirer de la social-démocratie, et notamment celle-là : ne pas céder sur la nécessité de l'appropriation sociale.... (applaudissements).... et il y a aussi des leçons, souvent dures et souvent tragiques, à tirer des régimes de l'Est, qui sont à cent lieues de ce que nous voulons comme Socialisme pour la France. Mais, comment pourrait-on un seul instant, précisément, se servir de ce contre-exemple - je veux dire des régimes de l'Est - pour condamner notre projet Socialiste, alors qu'il est justement la

synthèse entre le Socialisme, le développement et les libertés ? (applaudissements)
S'il s'agit du passé du Socialisme français, alors je vous en prie, évitons les généralisations hâtives.
Il est vrai, historiquement, que nous n'avons pas pu ou pas su, accéder et rester durablement au pouvoir pour engager une transition vers le Socialisme. Mais peut-on, pour autant, même en 1979, faire constat d'échec sur les congés payés de 1936, les conventions collectives, les 40 heures et l'Office du Blé et dire que toutes les luttes glorieuses menées par les travailleurs depuis un siècle se traduisent, aujourd'hui, par un échec ? (applaudissements)
S'il s'agit alors du nouveau Parti Socialiste, né - quoi qu'on en dise - à Epinay, alors, y a-t-il échec ?
Certes, beaucoup de choses, et dans beaucoup de domaines, doivent être améliorées. En définir les moyens est précisément l'objet de notre Congrès. Nous devons, notamment, nous interroger, dans la perspective des élections présidentielles et législatives, sur la façon de faire progresser encore, et largement, notre audience dans le pays.
Mais, pour rester dans le domaine électoral, peut-on, à la fois, soutenir que la défaite de 1978 a été entièrement due à la volonté des dirigeants Communistes - comme c'est la réalité - et, en même temps, essayer de nous en imputer à nous-mêmes - quel que soit le terme retenu, ligne de Nantes, ou ligne de l'échec - la responsabilité ? Demandez à Jean Laurain, député Socialiste de cette Région, demandez à Yvon Tondon, député Socialiste de cette Région, s'ils sont reçus ici comme les députés de l'échec ! (applaudissements) Et demandez aux 553 Conseillers Généraux de 1979.... (protestations).... s'ils ont été élus comme les Conseillers Généraux de l'échec ! (protestations et vifs applaudissements)
Et pour nous départager - car je ne suis pas -sûr que cette salle, si j'ai bien entendu, soit unanime.... (mouvements divers).... demandons tous ensemble, aux Français qui nous jugent, si le Parti Socialiste a choisi une stratégie de l'échec, ou s'il n'est pas plutôt aujourd'hui la seule formation qui incarne l'espérance, la justice et l'avenir ! (vifs applaudissements)
Tout le mal viendrait, ajoute-t-on - et c'est le deuxième thème que Je voudrais aborder - de la vétusté de nos positions : vétusté de notre conception de l'Etat et vétusté dans notre vision économique. Nous serions - et j'en suis le porte-parole - les Socialistes du 3ème âge.... (applaudissements).... et il faudrait apporter à ces Socialistes-là un peu de sang neuf.
S'il s'agit de comparer seulement des états-civils, le débat manque d'intérêt.... même s'il peut réserver des surprises. Mais, parlant toujours ici comme représentant du 3ème âge, je dis que lorsqu'on défend et qu'on assume plus d'un siècle de Socialisme, alors il est normal - même les plus jeunes d'entre nous - que beaucoup apparaissent à d'autres comme les représentants du 3ème âge.... (applaudissements).... et nous acceptons volontiers ce qualificatif si le 1er âge est celui de Jaurès, le 2ème fige celui de Blum, et le 3ème âge celui de François Mitterrand ! (très vifs applaudissements)
Mais s'il s'agit, sur le terrain de la vétusté, d'aller plus au fond des choses, examinons, faute de temps, un seul exemple : celui de l'économie...

Dans la Salle - Ah !

Laurent Fabius - D'abord, débarrassons-nous des évidences.
A l'évidence, la connaissance et la maîtrise des mécanismes économiques, est-ce une chose nécessaire ?
A l'évidence aussi, il existe quelques lois économiques incontestables...

Dans la Salle - Ah !

Laurent Fabius - qui font partie du bagage du Brevet de fin d'études ! (Applaudissements et murmures), et je les assume pleinement, avec vous. Un pays ne peut durablement importer plus qu'il n'exporte. Un pays ne peut durablement consommer plus qu'il ne produit.
Mais, au-delà, apparaît déjà le débat de rigueur économique, de rigueur sociale, nous en avons discuté dans nos sections et il semble que les militants aient tranché.
Sans doute, on ne peut proposer tout et n'importe quoi, mais qui le propose ? Le temps, les données psychologiques, les réalités nationales et internationales doivent être prises en compte.
Mais beaucoup des objections qui ont été lancées contre les propositions Socialistes en matière économique et sociale viennent du fait que ces propositions - eh oui - suppose une autre logique sociale : Logique sociale de la Droite et logique sociale de la Gauche.
Nos propositions, ayons l'honnêteté et le courage de le dire - qu'il s'agisse de la revalorisation des bas salaires, qu'il s'agisse des prestations sociales - doivent aller de pair avec un resserrement de la hiérarchie des revenus et des salaires, avec un impôt sur les grandes fortunes et sur le capital, avec une lutte réelle contre la fraude fiscale. Modifier les contraintes économiques, c'est changer la logique sociale. Si l'on hésite devant l'une, on recule déjà devant l'autre ! (applaudissements)
Le débat porte aussi, nous dit-on, sur la conception de l'entreprise. Il y aurait, d'un côté, les distributeurs et, de l'autre, les producteurs. D'un côté, il y aurait les administratifs et, de l'autre, les gestionnaires, avec, comme enjeu, les nationalisations.
Mais, aucun Socialiste, à ma connaissance, ne propose que les entreprises nationalisées soient gérées comme le ministère des Anciens Combattants !
Si la question posée est celle de l'utilité des nationalisations - et elle est intéressante - alors, oui, il y a sans doute controverse.
Le capitalisme, chers camarades, tournerait-il tout son effort vers l'acquisition par les grands groupes du capital des entreprises, si le pouvoir ne passait pas précisément par la propriété ? Oui, la propriété, c'est le pouvoir.
Pas de politique industrielle novatrice sans nationalisation du crédit et des grands groupes industriels, et pas de nationalisation si ce n'est pour aller vers la socialisation ! (applaudissements)
Je croyais, en venant à Metz, que le débat sur le Plan et le marché était clos. J'avais lu les motions et constaté que personne ne soutenait une conception du Plan qui l'identifie au plan à la soviétique, qui signifie la nationalisation du commerce extérieur. Très bien. J'avais lu aussi que personne ne soutenait plus que la régulation

globale devait être assurée par le marché.
Mais j'ai entendu les interventions des uns et des autres, et j'ai appris qu'on avait substitué, une formule à une autre qui me parait plus nette, mais cette fois plus contestable. On nous dit : Entre le rationnement et le marché, il n'y a rien. Nous répondons : si, il y a le Socialisme.
(Applaudissements)
On nous a annoncé, chers camarades, que des amendements seraient déposés au texte du Premier Secrétaire. Très bien. Je demande même à ceux qui seraient les auteurs de nous saisir tous de ces amendements, et si un amendement propose qu'entre le rationnement et le marché il n'y ait rien, alors nous en discuterons.
(Applaudissements)
C'est à cette place qu'il faut évoquer en matière économique le débat sur la rupture. La leçon que nous tirons du Front Populaire, du Chili, c'est que - je pèse mes mots -les principaux changements qui ne seront pas engagés immédiatement par un gouvernement de la Gauche auront toutes chances de ne jamais être réalisés.
(Applaudissements)
Laisser croire que le Front Populaire aurait été bloqué surtout par une insuffisante possession de compétences économiques ou le Chili d'Allende, c'est, je crois, négliger l'essentiel, car on ne nous fera pas croire qu'Allende a été assassiné par un taux d'inflation !
(Applaudissements - Protestations)
C'est aux entreprises internationales, c'est à I.T.T., c'est à la toute puissance de la finance et de la presse que les démocrates du monde entier doivent demander des comptes.
Soyons donc parfaitement clairs entre nous, la rupture, chers camarades, ce n'est pas le grand soir, mais cela ne sera jamais la politique des petits pas.
(Applaudissements)
Tout cela, chers camarades, conduit au dernier thème que je voudrais aborder, la question de l'unité à travers celle des deux cultures. D'abord méfions-nous, méfions-nous des présentations trop rapides. Historiquement, est-il exact qu'il y ait eu dans le Socialisme français deux cultures, et deux seulement ? De quel côté alors Jaurès et de quel côté Blum ? L'anarchisme, le marxisme, le personnalisme, beaucoup d'autres encore.... Faisons preuve d'humilité.
Par exemple la décentralisation : ni nous ni d'autres Socialistes de 1979 n'ont inventé cette décentralisation. Je relisais un texte de Blum daté de 1933, et je lisais les phrases suivantes :
"Le contre-projet Socialiste - à l'époque c'était un contre-projet - n'hésite pas - je cite Blum - à lancer le vrai mot d'ordre, décentralisation." Et Blum ajoute : "je ne vois aucune raison de maintenir dans les départements ou dans les régions les représentants du pouvoir central, nommés préfets ou sous-préfets, et je crois fermement que l'application du principe de l'élection aux pouvoirs locaux ou régionaux contribuerait singulièrement à ranimer les énergies."
Vous voyez, chers camarades, il n'existe pas de brevet de décentralisation, nous sommes tous les uns et les autres dépositaires de cet acquis de la pensée Socialiste. De Jaurès à Mitterrand en passant par Blum, pour les Socialistes le combat est un combat

Fondation Jean Jaurès

pour la décentralisation, pour la responsabilité, et aujourd'hui pour l'autogestion.
On nous parle alors de Socialisme d'état; on voudrait instaurer un Socialisme d'état, quelle caricature, ou bien quelle perspicacité ! Perspicacité, oui, si l'on sous-entendait que l'on pourrait se passer de la prise du pouvoir d'état pour gouverner et se passer de gouverner pour changer. Mais caricature, si l'on laisse entendre que nous serions étatistes décentralisateurs. Je crois qu'il faut à ce moment là rappeler simplement le slogan que la Gauche avait choisi en 1974, le projet de la Droite, garder le pouvoir, le projet Socialiste vous le rendre, et rappeler aussi à ceux qui l'auraient oublié que le candidat de la Gauche en 1974, avec plus de 13 millions de suffrages, s'appelait François Mitterrand !
(Applaudissements)
Au-delà je rappellerai que nous sommes nés, que nous nous sommes développés grâce au rassemblement des courants multiples et des cultures diverses du Socialisme. Notre unité est venue d'une symbiose entre les cultures, et non du triomphe de l'une sur l'autre.
Les grands moments du Socialisme ont été ceux du rassemblement et non ceux de l'exclusion.
Ne nous jetons pas les uns aux autres d'anathème, ne rejetons pas les acquis historiques du Socialisme, mais n'excluons pas à l'inverse les éléments nouveaux qui méritent d'être intégrés. N'opposons pas une culture à une autre, si la victoire de l'une veut dire la mort de l'autre.
On a parlé d'orthodoxie. Mais ce serait là la seule véritable et la seule dangereuse orthodoxie. L'orthodoxie, c'est la mort, c'est la mort d'une des cultures, même si la mort est donnée avec des armes modernistes, et le pluralisme, c'est l'ouverture, et l'ouverture elle intègre toujours l'histoire.
Nous avons donc besoin, chers camarades, des deux cultures, des cinq cultures si elles sont cinq, et nous avons besoin de les dépasser toutes.
L'unité aussi vient d'une certaine conception du Parti et des rapports avec les associations et les syndicats. On nous dit que nous vivons sur une conception passéiste. La preuve, 186.000 militants seulement pour plus de 7 millions d'électeurs. Le remède, nous transformer tous en animateurs sociaux, gommer la vieille frontière du politique.... (Protestations).... ajouter à l'union des forces politiques celle des partis, des syndiqués et des associés.
Assurément, chers camarades, le nombre de nos adhérents constitue un enjeu très important. Cela fait longtemps que tous ensemble nous nous en préoccupons. Sans doute, si on le compare avec les partis socio-démocrates, il reste faible et nous sommes les premiers à le déplorer. Mais - et peut-être trouverez-vous là une occasion de réagir - si on le compare avec le nombre des adhérents de formations politiques où les conseils qu'on nous prodigue aujourd'hui ont été appliqués, alors avec toutes nos erreurs, toutes nos insuffisances et avec toutes nos vieilleries, nous atteignons encore un chiffre au moins vingt fois plus élevé qu'à leurs élites ceux qui affirment pourtant avoir trouvé une clé magique ! (Applaudissements)
Pourquoi alors cette relative faiblesse de nos adhésions ? L'explication est très complexe, elle tient aux traditions historiques françaises; elle tient aux structures du mouvement ouvrier, elle tient à la division syndicale. Toute une série d'autres motifs

Collection Jean-Jaurès

ont joué, dont certains sont internes au Parti Socialiste. Les luttes de courants n'y sont pas étrangères, et parfais un certain sectarisme qui ne tiendra, à mon avis, jamais lieu de chaleur ni d'amitié.
Mais peut-on croire que ce problème du nombre des adhésions serait résolu seulement en associant plus étroitement les partis et les syndicats ? Si cette proposition - et discutons-en - consiste à développer les liens entre les uns et les autres, alors très bien, continuons dans la voie entreprise. S'il s'agit de mobiliser sur des actions concrètes et ponctuelles les forces populaires, alors bien sûr, oui. Mais s'il s'agit d'autre chose, alors quoi ? Se lier organiquement à un syndicat, et lequel ? Sélectionner telle association amie, et laquelle ? Et par définition une association poursuit un but qui ne peut l'exclure ou l'intégrer totalement dans le champ politique.
Alors je demande des réponses concrètes. Nous sommes au moment de la synthèse, et ce n'est plus le temps du courant, des interrogations !
(Vifs applaudissements - Protestations)
L'unité, chers camarades, à laquelle nous sommes tous attachés, cette unité vient aussi d'une certaine homogénéité dans nos choix. Beaucoup de militants ont souffert de voir et d'entendre, télévision, radio, presse, certains défendre en dehors même des périodes de Congrès des positions contradictoires entre elles, et parfois même contraires à certains choix du Parti.
Si nous voulons, et je suis sûr que c'est notre volonté à tous, aller vers plus d'unité, alors il nous faut sans cesse plus de démocratie. C'est vrai dans l'élaboration collective de nos choix. Mais quand ces choix ont été démocratiquement élaborés et arrêtés, alors il nous faut aussi dans leur expression, je n'hésite pas à le dire, plus d'autodiscipline.
(Applaudissements)
La collégialité, c'est aussi la solidarité d'une direction. Il faut que le Parti, notre Parti Socialiste, parle désormais d'une même voix ! (Applaudissements)
A cet égard j'avoue mon inquiétude lorsque j'entends proclamer "Metz, ce n'est qu'un début". Oui, d'accord avec cette proclamation si c'est le début d'une véritable attitude militante.... (Protestations).... qui consiste à appliquer simplement et démocratiquement les choix que nous allons faire ensemble. Mais non s'il s'agit d'instaurer la cacophonie permanente et de chercher à obtenir de l'opinion ce qu'on n'a pas pu obtenir du Parti.
(Vifs applaudissements - Protestations)
J'ajoute, chers camarades, que nous sommes encore demeurés à l'excès une confédération riche par la variété des sensibilités, mais faible par le maintien des réseaux, des bureaux, et parfois des finances parallèles. (Protestations)
Nous avons besoin aujourd'hui de franchir une nouvelle étape. Et comment croire que cette étape serait franchie si le Congrès de Metz, notre Congrès, accouchait d'étranges triplées, un secrétariat national homogène mais croupion, un Bureau exécutif conflictuel mais omnipotent, et des directions fédérales unanimes mais ballottées ? (Applaudissements)
Les statuts sont la loi du Parti. Ils prévoient que les majorités, à tous les niveaux, se fondent sur des choix politiques. Ils prévoient la synthèse ou la non synthèse et nous sommes là pour en débattre, mais ils ne prévoient pas encore, Dieu merci, la synthèse

à géométrie variable !
(Applaudissements)
Comme les militants, entré avec beaucoup d'entre vous au Parti Socialiste, non pour un courant ou pour un homme, mais pour aider.... (Protestations).... chacun sa pierre.... (protestations).... Y en aurait-il ici qui seraient entrés pour un courant ou pour un homme ?.... (Applaudissements mêlés de protestations).... entré au Parti Socialiste pour le courant du Socialisme, chacun sa pierre, pour aider à construire le Socialisme, je souhaite que notre organisation devienne désormais pleinement un Parti et qu'il s'en donne les moyens, non pas le parti des Socialistes mais le Parti Socialiste, rassemblés derrière celui-qui, depuis huit ans, comme premier militant du Parti, est le garant de nos choix et donc de notre avenir.
(L'assemblée applaudit longuement)

La présidente - Jean Le Garrec. Ensuite, Jean-Pierre Chevènement.

Jean Le Garrec

Mes Chers camarades, vous avez dit, François Mitterrand, à la tribune de ce Congrès : "au nom d'une rude et difficile fraternité, parlons clair". C'est ce que je vais m'efforcer de faire, mais en parlant aussi simplement, en militant, et non pas en recherchant forcément les applaudissements !
(Applaudissements)
Je considère que dans des situations difficiles comme celle de ce Congrès, nous devons avoir la simplicité des phrases et la pudeur de nos affirmations.
(Applaudissements)
Tout d'abord, disons-le une fois pour toutes, le débat de ce Congrès n'est pas un débat sur la stratégie du Parti Socialiste. Il n'y a pas, dans le Parti Socialiste, une, deux, trois stratégies ; il y en a une seule, et cette stratégie, elle est voulue par l'ensemble des militants : c'est la stratégie d'Epinay. C'est une stratégie d'un choix d'alliance à gauche, une stratégie du refus d'une politique réformiste, une stratégie de construction d'un grand Parti Socialiste.
Personne, ici, mes camarades, ne remet cette stratégie en cause.
Alors, de quoi s'agit-il ? De quoi débattons-nous ?
De deux questions, Fabius, et d'une interrogation, ainsi que d'un approfondissement sur deux questions :
La première : comment vaincre, et donc comment relancer l'unité brisée ? Comment élargir la mobilisation populaire ?
Voilà la première question.
Ensuite, deuxième chose : Comment faire enfin pour que cette victoire soit durable et permette d'engager une transformation profonde de notre société ?
Et moi, Fabius, comme militant, et mettant mes actes au niveau de mes paroles.... (Applaudissements), je me donne le droit de m'interroger sur ces deux problèmes, et de m'interroger toujours sans remettre pour autant en question tout notre acquis.
Oui, nous devons nous interroger car cela est dur, difficile. Il s'agit de vaincre et de transformer un ennemi redoutable que nous connaissons et que nous ne mettrons pas

Fondation Jean-Jaurès

à bas si facilement !
Voilà, mes camarades, les deux questions qui sont dans toutes nos têtes, car il n'est pas vrai que le capitalisme s'épuise ! De crise en crise, il surmonte ses contradictions, étend sa puissance, son empire, sa domination. Nous le voyons tous les jours, je le vois dans le Cambrésis avec un élargissement du champ de la pauvreté. Oh! pas seulement la pauvreté matérielle, mais aussi la pauvreté morale, la pauvreté sociale, l'absence de communication, l'agrandissement extraordinaire dont nous n'avons pas encore pris conscience du quart Monde en France. Oui, voilà le capitalisme !
(Applaudissements)
Nous le voyons aussi avec une jeunesse sans espoir, angoissée, et nous savons tous qu'un pays qui ne propose pas à sa jeunesse un espoir, un projet, est un pays en danger ! Nous le savons !
(Applaudissements)
Je le vois au niveau de l'immigration, dont on parle souvent fort peu, de la scandaleuse politique couverte par Giscard d'Estaing de "flicage", de contrôle, d'angoisse, qui fait que, souvent, j'ai honte de mon pays !
Voilà le capitalisme, voilà la situation contre laquelle nous combattons !
Et, Fabius, moi, je m'interroge, il y a une autre réalité de ce capitalisme : la puissance grandissante de ces monstres que sont les multinationales ; l'élargissement du champ de l'exploitation ; l'extraordinaire complexité des grands systèmes ; le poids de l'impérialisme.
Il ne s'agit pas d'impatience, Jean Poperen, mais le temps nous presse et la voie est étroite !
Oui, deux questions importantes et rien de plus, et nous, signataires de la motion B, nous récusons deux attitudes :
La première, celle de la stratégie du soupçon, qui fait que chaque fois que l'on pose une question, que l'on ouvre un problème, on parle de dérive, d'abandon, de changement de ligne, d'élite. Par rapport à quoi ?....
(Protestations et applaudissements)
Abandon de quoi ? De ce qui est la totalité du Parti Socialiste ? Non ! Ni dérive, ni abandon ! Approfondissement et refus de la stratégie du soupçon.
Nous refusons aussi le mouvement grognard des petites phrases, de la guérilla incessante, du débat sans fin sur les deux cultures. Voilà ce que nous récusons !
(Applaudissements)
Position peu commode que celle de la motion B, nous le savons et nous en avons même mesuré le poids, mais position indispensable si l'on veut préparer l'avenir, en refusant des enjeux qui ne seraient que des enjeux de pouvoir, è l'intérieur du Parti Socialiste. Position que nous maintiendrons si nécessaire ! Notre choix n'est pas de tactique ni de circonstance !
(Applaudissements)
Nous déposerons des amendements à la motion A et sur les points
essentiels : sur l'unité, sur l'Europe, sur le Parti Socialiste mais aussi sur la rupture. Ah, le faux débat sur la rupture ! Comment peut-on opposer la nécessité d'aller vite mais aussi de maîtriser le temps ? Mais oui, camarades, nous devons aller vite, mais il nous faut aussi durer. Combien de temps faut-il pour que le plan démocratique défini

Fondation Jean Jaurès

dans la motion A se mette en place, fonctionne et soit efficace ? Six mois, un an, deux ans, trois ans ? Alors, allons vite, mais durons aussi !
(Applaudissements)
Nous sommes pleinement d'accord sur la socialisation, sur la maîtrise, sur la propriété des moyens de production, mais, Fabius tu le sais bien, la véritable rupture, le véritable problème, c'est la transformation des rapports de production !
(Applaudissements)
En cela, nous sommes dans l'esprit même de la motion d'Epinay. Que dit cette motion, et je lis :
"L'illusion est de croire qu'il soit possible à la Gauche d'occuper le pouvoir pour y procéder à des réformes démocratiques et d'améliorer les conditions des travailleurs, sans toucher au cœur du système actuel, au pouvoir dans l'entreprise".
Eh oui, voilà le véritable problème : Non seulement le pouvoir de l'entreprise, mais le pouvoir dans l'entreprise, c'est-à-dire le pouvoir des travailleurs.
(Applaudissements)
C'est revenir tout simplement à ce que disait Marx, c'est-à-dire la nécessité, pour les travailleurs, de réapproprier leur travail. C'est revenir à ce que disait Marx parlant du morcellement du travail : "une société morcelée est une société éclatée, divisée, asphyxiée". Voilà la rigueur de l'analyse marxiste !
Mais, relisons un livre merveilleux comme "L'Etabli", et nous verrons la difficulté à soulever cette chape de plomb, à combattre les inerties, à combattre les communications, à divulguer le langage et l'information ! Voilà la rupture, Fabius : le pouvoir des travailleurs !
(Applaudissements)
Mais, qui n'est pas d'accord sur tout cela ? Ce sont nos textes, ce sont nos écrits. Où sont les divergences ? Pourquoi, au nom des différences et des interrogations, nécessaires et utiles, prendre le risque d'un morcellement et d'un éclatement du Parti Socialiste ? Qui peut mesurer les listes ? Vous savez bien qu'il est difficile d'élargir, de construire, de rassembler, mais qu'il est très facile de diviser, et que nous aurons toutes les arguties idéologiques pour justifier, après coup, de cette division ! Voilà le risque !.... (Applaudissements).... Il est très grand !
Le Congrès doit refuser cette situation. Nous en appelons au bon sens, mais aussi à la responsabilité politique. Nous, signataires de la motion B, nous assumerons totalement cette responsabilité, au nom de nos convictions et de notre espoir.
(L'assemblée applaudit longuement)

La présidente - La parole est à Jean-Pierre Chevènement, dernier orateur inscrit.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, les Congrès se suivent et ne se ressemblent pas, et pourtant, Michel Rocard n'a pas changé grande chose à son discours de Nantes, qu'il s'agisse des deux cultures ou de la distinction entre la propriété et le pouvoir - je rends hommage à sa continuité-et pas davantage je n'aurai à modifier beaucoup le mien, qu'il s'agisse de la critique de la politique économique néo-libérale, proposée alors par Michel Rocard,

du refus de la fausse fenêtre constituée selon moi par l'opposition des deux cultures, qu'il s'agisse du rôle du Plan face à la Division internationale du Travail, qu'il s'agisse de la nécessité de rééquilibrer le couple franco-allemand en Europe, d'ouvrir celle-ci vers l'Est, qu'il s'agisse enfin de la conception de l'union de la Gauche, fondée certes sur un certain rapport de forces - comment pourrait-il en être autrement - mais laissant, je cite, "au Parti Communiste l'espace qui lui est nécessaire pour évoluer."
Quant à Laurent Fabius, je dois vous le confesser, j'ai préféré son discours de Metz à son discours de Nantes, (rires et applaudissements). Pourtant, camarades, à Metz comme à Nantes, le problème posé est le même, c'est celui d'une crise, une crise formidable, une crise que nous avons devant nous, qui est notre défi, le défi que nous devons relever impérativement comme Léon Blum avait devant lui, la montée du fascisme, comme les Socialistes de la IVème République avaient devant eux les problèmes de la décolonisation. Il y a des obstacles qu'on ne peut pas éviter, il y a des défis qu'il faut relever.
Et ce qu'on appelle la crise, c'est à dire la stratégie de restructuration du capitalisme pour reconstituer ses profits, une gigantesque redistribution des activités à l'échelle du monde, une gigantesque redistribution des centres de pouvoir, une crise qui écrase notre pays - et on en sait quelque chose en Lorraine.
Eh bien, quel est notre défi ? C'est notre problème, c'est ce problème là que nous devons résoudre. Avons-nous les moyens d'y faire face ? Avons-nous les moyens de proposer une issue Socialiste ? Tel est bien le problème posé et nous devons l'affronter dans toutes ses dimensions, parce que la crise n'est pas seulement économique, elle est sociale, c'est la marginalisation de masses immenses, elle est politique, c'est la crise de la démocratie, ce sont les atteintes sournoises aux libertés, c'est une crise idéologique, morale, celle d'une décomposition sociale généralisée qui menace le mouvement ouvrier organisé lui-même et notre Parti pour commencer.
Si la mémoire est révolutionnaire, comme le disait François Mitterrand, souvenons-nous qu'à Nantes le problème était d'être à la hauteur du défi, et qu'aujourd'hui le défi est toujours là même si le problème se pose un peu différemment.
En effet, la question aujourd'hui, mais elle est tranchée déjà largement, est de savoir si le Parti Socialiste après l'échec de mars 1978 dont nous pensons qu'il n'est pas irréversible, qu'il n'est pas un échec historique, la question qui se pose est de savoir si nous pourrions nous laisser glisser sur une pente qui nous amènerait à prendre notre part de responsabilité dans la gestion de la crise.
Le Parti d'Epinay livre aujourd'hui une bataille défensive. Cette bataille est utile, elle est nécessaire. Le fait nouveau depuis deux ans et je dirai même plus précisément depuis mars 1976, c'est le débat d'idée qui s'est instauré au sein de notre Parti.
Ce débat est positif, nous ne devons pas le regretter. Certains affrontements sont inévitables, il doit en sortir naturellement le meilleur pour le Parti. Mais nous devons parler clair. Si François Mitterrand a pris deux ans de réflexion pour répondre au discours de Michel Rocard à Nantes sur les deux cultures, je dois dire que sur le plan de la pensée, sur le plan de la conception, sa réponse nous parait aller à l'essentiel.
Oui, le débat d'idées est nécessaire pour faire repartir l'union sur des bases nouvelles.
Le premier enjeu du Congrès, chers camarades, c'est que nous en repartions avec des idées claires, car s'il est vrai que, selon nous, la défaite de la Gauche, en 1976, a été

préparé des années à l'avance par sa démission idéologique devant l'offensive intellectuelle de la Droite, de même la victoire de la Gauche demain ne peut être acquise sans une lutte opiniâtre contre l'idéologie dominante.
C'est la condition d'un nouveau départ pour le Parti, pour l'union de la Gauche, tant il est vrai que dans celle-ci, il revient à notre Parti de jouer un rôle moteur.
Depuis Nantes, les arrière-pensées sont devenues des pensées, les sous-courants, des courants, et dois-je dire que nous nous sentons un petit peu moins seul ? Sans doute, la formidable offensive lancée sur le Parti y a t-elle un peu contribué, mais cette offensive s'est brisée, et elle s'est brisée sur la réalité d'un Parti qui a manifesté son refus de se laisser manipuler de l'extérieur, et plus profondément, je le crois, son attachement à la ligne d'Epinay.
Cette offensive a fait long feu, parce qu'elle s'est heurtée à une certaine réalité sociologique, celle des travailleurs exploités, confrontés aujourd'hui aux difficultés nées de la crise et peu réceptifs, même dans le Nord et le Pas-de-Calais, aux thèmes à la mode, parce qu'ensuite le Parti a résisté à l'américanisation de la vie publique qui eut consisté à faire dépendra ses choix de l'opinion générale ou plus précisément du résultat des sondages. (applaudissements)
S'il s'était laissé glisser sur cette pente, chers camarades, on ne voit pas pourquoi on n'aurait pas préféré mettre Simone Veil à notre tête !
La troisième raison de l'échec de cette offensive est qu'il y a dans le Parti un pôle de résistance intellectuelle, morale, politique à la pénétration de l'idéologie dominante et je dis tout de suite, ce n'est pas que le CERES.
Enfin, quatrième raison, la direction du Parti s'est défendue comme elle devait le faire et aussi comme elle le pouvait, en utilisant ses réserves disponibles, ce qui était normal, sans qu'on puisse dissimuler qu'elles ne seront pas toujours disponibles.
L'erreur serait de croire, en effet, et c'est l'essentiel de ce que je voudrais vous dire maintenant, l'erreur serait de croire que cette offensive s'arrêtera là. II y a des forces puissantes dans la société française qui entendent entraîner le Parti Socialiste à entrer dans le jeu du système.
La vague qui a failli emporter la ligne d'Epinay s'élancera demain plus haute et plus forte si elle en trouve l'occasion. C'est la stratégie affirmée de Giscard d'Estaing, croyons-le sur parole. C'est la stratégie du capitalisme.
En effet, si Giscard d'Estaing parvenait à insérer tout ou partie des Socialistes dans son jeu, ce serait là la plus grande réussite de sa politique et naturellement celle de sa politique économique, celle de son projet de société, la modernisation du capitalisme français sur le modèle des sociétés anglo-saxonnes ou germaniques. et son insertion au sein d'une division internationale du travail capitaliste au sein d'une communauté atlantique dominée par les Etats-Unis.
Mais Giscard d'Estaing, car si lui veut entraîner le Parti Socialiste vers la Droite, le Parti Communiste, lui, veut l'y repousser, en fonction d'une analyse, ô combien, erronée, car le Parti Communiste se trompe s'il croit que le vrai dessein du pouvoir, c'est de marginaliser le Parti Communiste.... C'est une erreur.... Le vrai dessein du pouvoir, c'est d'étendre son assise sociale vers les couches salariées moyennes en entraînant tout ou partie des Socialistes dans son orbite. Il ne suffit pas d'un parti Communiste puissant pour mettre obstacle au dessein du pouvoir, on l'a bien vu il y a

trente deux ans, au lendemain de la libération, le Parti Communiste était alors à son zénith avec 28% des voix, est-ce que cela a suffi pour empêcher la constitution de la troisième force ? Non. Car, au fond, la bourgeoisie n'est pas hostile à l'existence d'un parti Communiste puissant à condition qu'il soit dans l'opposition, qu'il soit enfermé dans son ghetto et qu'il stérilise l'opposition pour longtemps. (applaudissements)

Ce qui est gênant, chers camarades, c'est que ces deux stratégies objectivement convergentes puissent trouver dans la Gauche des concours inconscients, des zones de faiblesse et de moindre résistance, et je sais que je ne vais pas faire plaisir à tout le monde en le disant, mais je le dis parce que je pense que c'est vrai et je pense que vous me ferez le crédit de la sincérité, d'abord la séparation abusive des enjeux politiques et des enjeux syndicaux, comme si le syndical n'avait d'autre horizon que la négociation et le parti politique l'élection, ensuite la sensibilité idéologie dominante, notamment en matière économique qui nous empêche de trouver les voies et moyens d'un projet original et d'une réussite qui soit pleinement la nôtre, enfin le réflexe anti-Communiste qui jette par dessus bord, aussi bien la référence à Marx que la nécessite de l'unité d'action.

Quelle erreur, camarades… quelle erreur, sous prétexte que ce serait se mettre d'emblée dans la mouvance du Parti Communiste que de lui laisser Marx, lui laisser l'union de la Gauche, lui laisser l'unité d'action, l'unité de mobilisation des travailleurs !

Ah ! Quel beau cadeau vous feriez à nos camarades Communistes si vous suiviez sur ce terrain là ! (Applaudissements) Si vous suiviez sur ce terrain là ceux qui prétendent parler au nom de l'identité du Parti Socialiste, comme si l'identité du Parti Socialiste s'établissait d'abord contre le Parti Communiste et pas, au contraire, contre le capitalisme....

(vifs applaudissements)

La seule manière de résister victorieusement à la menace qui pèse sur le Parti Socialiste pour des raisons qui tiennent à la gravitation sociale, c'est de tordre le cou à l'intérieur, à un certain nombre de thèses qui sont en fait autant de machines de guerre contre l'union de la Gauche, contre la ligne d'Epinay et contre le Socialisme.

La seule résistance possible, et je voudrais que ce Congrès en marque le départ, est dans la formation politique des militants, dans la capacité de notre Parti à s'ancrer dans un projet historique, dans une réalité sociologique dont rien ne pourra l'arracher, dans une résistance résolue à l'idéologie dominante. C'est là l'enjeu du Congrès : mettre fin aux faux débats.

Moi je ne crois pas qu'il y ait dans la Gauche et dans notre Parti deux cultures dont l'une serait la mère du goulag et l'autre, libertaire et décentralisatrice, porterait la promesse de l'autogestion. Laissons ces discours à la Droite. Historiquement cela est faux.

(applaudissements et sifflements)

II y a dans le Socialisme français deux traditions depuis 60 ans la tradition démocratique et la tradition bolchevique. Et puis, c'est vrai qu'il y a en dehors du courant Socialiste traditionnel une conception basiste, populiste, à mon sens prompte aux entraînements irréfléchis, et dont je ne suis pas sûr que l'origine soit à gauche.

Ce que je voudrais dire c'est que l'autogestion, pour nous, n'est en rien un exercice de

Fondation Jean Jaurès

gesticulation. C'est une pédagogie de la conscience à travers les luttes, c'est ce que nous avons appelé "la lutte pour le contrôle". Dès lors qu'on refuse de comprendre la société qu'on veut transformer, dès lors qu'on méconnaît les exigences de la conscience, de la théorie, de la formation, de la responsabilité et de l'organisation collective, pour y substituer une agitation brouillonne et la dispersion dans l'action comme dans la pensée, on s'égare, et je vous le dis, Chers camarades, on risque de prêter le flanc à toutes les tentatives de manipulation de l'opinion, en lesquelles excelle le grand marketing social du capitalisme.

On feint de découvrir, sous prétexte de combattre l'Etat et la politique professionnelle - c'est-à-dire en fait les partis de militants -le tissu de la société civile. Soyons sérieux ! On redécouvre le marché, mais ce n'est pas la même chose, et nous ne laisserons pas dévoyer le thème de l'autogestion et confondre celle-ci avec le marché capitaliste On ne nous fera pas prendre des vessies pour des lanternes. Nous ne sommes pas prêts à donner dans le basisme pour nous faire piéger en définitive par une technocratie gestionnaire et méprisante.

(applaudissements)

Les militants Socialistes ont le droit et ils ont le devoir de comprendre de quoi il retourne au niveau des choix essentiels, au niveau du Pouvoir. Ils ne doivent pas s'en laisser détourner par quelques amuse-gueule secondaires, ils doivent rester fidèles au concept de lutte de classes, sans prétendre devenir des nouveaux entrepreneurs d'un social-libéralisme avancé. Sans doute, la voie du Socialisme est une voie difficile, périlleuse, que nous explorons, et on ne peut pas faire l'impasse sur les problèmes de la transition. Nous ne le prétendons pas. Toute action comme toute pensée comporte des risques, nous avons le devoir de limiter, mais nous avons aussi, Chers camarades, le devoir de savoir les prendre, le moment venu, et de ne pas reculer devant les obstacles.

Ce n'est pas rendre service aux Socialistes que de ressasser sans cesse ses erreurs historiques, ses échecs, ses impasses quand on n'a pas de proposition claire et constructive à mettre en avant. Laissons, encore une fois, ce rôle à la Droite, elle y excelle. Appliquons-nous à trouver des cheminements nouveaux, à inventer une voie nouvelle, dans la pensée comme dans l'action, cessons de répéter sur un mode mineur tous les arguments que la Droite développe sans relâche contre nous.

Nous ne sommes pas des pénitents, que diable, portant cilice pour expier des échecs que nous avions prévus. Car, enfin, je m'excuse, l'histoire du Socialisme est là pour en témoigner, depuis 1920 il y a des mises en garde qu'historiquement le Socialisme a faites et qui aujourd'hui réunissent tous les esprits impartiaux.

En écoutant Michel Rocard hier, Je dois le dire, j'ai éprouvé un certain malaise. Nous ne sommes pas masochistes, que diable ! Où est l'élan du Socialisme libérateur ? Où est la confiance en soi, en la capacité de l'esprit à transformer la réalité ? Où est la foi dans les vertus de l'organisation collective ? Qu'est-ce que c'est que cette apologie du marché ? Le choix entre le marché et le rationnement, et les services publiés, cela n'existe pas ? Et la gratuité des prestations, cela n'existe pas ? Et l'organisation des consommateurs, cela n'existe pas ? Et la via des communautés, cela n'existe pas ? Et les collectivités locales, cela n'existe pas ? Et l'autogestion, c'est fait pour qui ?

(Applaudissement)

Fondation Jean-Jaurès

Voyez-vous, Mes camarades, je ne cherche pas à dissimuler les différences, et je ne cherche naturellement pas à faire plaisir à ceux dont je sais qu'ils sont en désaccord avec moi, mais je suis quand même blessé, et je dirai, "amertume" contre ces fausses fenêtres qui sont sans cesse dressées pour condamner des marxistes, jacobins, léninistes, étatistes, mais moi je n'ai jamais situé Lénine, je n'ai jamais dit que j'étais étatiste, et suis même très décentraliste. Donc, qu'est-ce que ce discours ?
Nous avons introduit dans le Programme Socialiste, à Epinay, Michel Rocard l'a lu hier, une phrase très claire sur le développement de la responsabilité des travailleurs, nous avons introduit l'idée d'autogestion, la synthèse entre les deux cultures, si tant est qu'elles existent, a été faite à ce moment-là. Alors, on nous demande de balayer devant la porte d'une maison dans laquelle on vient d'entrer. C'est quand même un peu curieux.
(applaudissements)
Alors, mettons fin à ce faux débat qui témoigne, à mon avis, d'un esprit fort peu dialectique.
Pas plus qu'il n'y ait deux cultures on ne peut dire que l'Etat est le grand méchant loup d'où vient tout le mal. Moi, je n'aime pas l'Etat, je vous le dis tout de suite, mais l'Etat n'existe pas indépendamment de la Société, indépendamment du capital, c'est le capital, autant que je sache, qui est notre ennemi, et ses instruments, parmi lesquels l'Etat capitaliste. C'est se tromper d'adversaire que de faire de l'Etat national le bouc émissaire du malaise social, c'est laisser le champ libre au capital qui, lui, est multinational. Il n'est pas vrai que les nationalisations par elles-mêmes sont génératrices de bureaucratie ; Vous savez bien que la grande entreprise elle, est bureaucratique, privée ou publique.
(Applaudissements)
Vous savez bien que les entreprises nationales ont presque toujours apporté des deltas nouveaux aux travailleurs. Voyez Renault par rapport à Peugeot-Citroën - je vous en ai parlé - Il n'est pas vrai que la rupture dont on a parlé se traduise à un phénomène de mentalité. Si nous voulons changer ce que les hommes ont dans la tête, si nous voulons leur apprendre à ne plus penser bourgeois, à voir et à vivre, nous savons très bien que cela passe par la transformation des structures de la société. Moi, je croyais que c'était cela, le Socialisme. Nous ne visons pas à convertir d'abord les âmes, mais à transformer les structures matérielles de la société, en vertu du vieil adage que j'ai un peu scrupule à citer : C'est l'être social qui détermine la conscience, et non la conscience qui détermine l'être social.
(Applaudissements)
De faux débats ! Le débat sur le libre échange et le protectionnisme ! Il n'est pas vrai que le libre échange soit la condition sine qua non de la préservation des libertés, il n'est pas vrai que toute politique économique, volontariste est destinée à maîtriser les flux du commerce extérieur, soit assimilable au protectionnisme et conduise à l'autarcie. Non ! Non ! Je m'excuse c'était mon métier pendant quelque temps.
Je voudrais parler longuement de ce qu'on appelle aujourd'hui le protectionnisme et des formes modernes qu'il revêt.
L'opposition entre libre échange et protection, dans le monde actuel, est encore une fausse fenêtre. Pour nos pays, l'objectif est de parvenir à remodeler ses structures en

fonction des grandes priorités que sont bien évidemment la croissance de la productivité, mais aussi et j'y insiste, le plein emploi et la sécurité de notre pays, par rapport à un environnement international dont tout laisse penser que dans les dix années qui viennent, il sera considérablement troublé, perturbé par ce qui se passera en Orient et peut-être en Asie, entre la Chine et l'URSS. Et qui, par conséquent, ne réfléchit pas à ces grands problèmes, ne peut pas, à mon avis, tenir un discours économique cohérent.

Nous devons agir résolument sur les structures, mener une politique de la recherche, de l'industrialisation, une planification vigoureuse et rigoureuse, une reconquête progressive de notre marché intérieur. Nous devons jeter les bases d'une nouvelle industrie, c'est notre tâche, d'une nouvelle économie, d'une nouvelle société.

Taux débat, celui entre l'Europe et l'indépendance nationale. Il n'est pas vrai que le choix soit, entre l'intégration de la France dans l'Europe et le repliement nationaliste. Il y a place à la fois pour une politique européenne de la France, destinée à tisser autour de nous autour de notre pays, des solidarités nouvelles, destinées à faire évoluer le contenu de la construction européenne, et pour une grande politique étrangère de la France qui saurait ne pas s'enfermer dans le cadre étriqué de l'Europe américaine, pour tenir vers l'Est de l'Europe, en Méditerranée, en Afrique, en Orient, et plus généralement vers le Tiers monde, le langage d'une France qui aurait quelque chose à dire sur les problèmes modernes.

(Quelques applaudissements)

Non, Michel Rocard, la France n'est pas un pays moyen pas encore ; elle doit redevenir un grand pays porteur d'un message universel : le message du Socialisme.

Laissons à d'autres le discours sur la France, puissance moyenne, de grâce. Mettons fin aux faux débats. L'autogestion ne s'oppose pas à l'union, la décentralisation ne s'oppose pas à la conquête de l'Etat et à sa transformation, le contrôle des travailleurs ne s'oppose pas aux nationalisations ou à la planification, les identités régionales ne s'opposent pas à la sauvegarde de l'indépendance nationale face au capitalisme des multinationales.

La reconquête du marché intérieur et la sauvegarde de l'outil de production ne s'oppose pas à l'internationalisme. Notre tâche c'est de lier ces exigences complémentaires dans un projet historique. Le problème est bien celui-là, c'est que notre Parti reste trop souvent prisonnier des schémas de l'idéologie dominante, qui sont ceux de la classe dominante. Notre tâche à nous, Socialistes, c'est d'y résister et de montrer le chemin qui conduit à un changement véritable.

Venons-en au vrai débat. Peut-être, après tout, y a-t-il deux cultures dans le Parti, mais pas celles que disait Michel Rocard. Il y a effectivement la culture Socialiste qui intègre l'apport de Marx sans s'y réduire et qui s'appuie sur la conscience, sur l'organisation des masses, et l'autre dont moi je croie qu'elle prend appui sur les thèmes à la mode, qu'elle manifeste une sensibilité excessive à l'idéologie dominante. Il y a une gauche excessivement sensible à tous les thèmes généralement venus des Etats-Unis - et tout ce qui vient des Etats-Unis n'est pas forcément mauvais - mais qui privilégient le changement individuel.... (applaudissements et sifflements).... qui privilégient le changement individuel, qui est nécessaire, par rapport à l'effort collectif, par rapport à l'organisation de masse, par rapport à l'action politique pour

changer la vie.
Moi, je vous le demande, camarades, je ne sais comment on peut être Socialiste et pour la rupture et en même temps ne pas voir ou faire comme si on ne voyait pas que la France est, depuis 35 ans, dans le camp américain.
(applaudissements)
Et puis, il y a deux politiques étrangères. Il y a cet élan irréfléchi ou alors, s'il est réfléchi, c'est grave, vers une supranationalité dont nous savons que, dans le rapport actuel des forces en Europe, elle casserait et briserait tout effort d'avancer vers le Socialisme, et c'était la base de la synthèse du Programme Socialiste, de la synthèse de Bagnolet, deux politiques étrangères et deux politiques économiques.
Je voudrais m'y arrêter un petit peu parce que je crois que c'est là que le bât blesse le plus.
Il y a une politique économique qui privilégie l'ouverture de l'économie sur l'extérieur, sans cesser d'être le principal ressort de l'efficacité économique et la seule issue possible pour un pays comme le nôtre doit importer son pétrole et ses matières premières.
Et puis, il y a une autre politique économique qui met l'accent sur le plein emploi des hommes et les capacités de production, sur l'organisation économique et sur la planification.
Eh bien, Je dis que la première politique économique admet tous les postulats de M. Barre !
Pour rétablir notre commerce extérieur, il faudrait exporter toujours davantage. Chers camarades, cette stratégie économique est suicidaire ! Elle est suicidaire parce que toute cette politique d'exportation repose sur une pyramide extrêmement fragile de crédit, parce que les secteurs que nous développons, à haute technologie, ne créent pas autant d'emplois, et de loin, que tous les secteurs supposés non compétitifs et qui, eux, sont de gros pourvoyeurs d'emplois ! Pensons, par exemple, à la sidérurgie, pensons au textile, pensons à la chaussure, à la construction navale ! (applaudissements)
Le beau raisonnement qui, sous prétexte que nous dépendons de l'importation, pour notre approvisionnement en pétrole - 57 milliards, sur 350 ! - voudrait nous rendre dépendants dans tous les autres domaines ! Et déjà nous achetons toutes nos chaînes haute-fidélité à l'étranger, presque toutes nos machines-outils, nos machines à écrire, et combien d'autres produits qui, aujourd'hui, ne sont plus fabriqués chez nous !
Nous pensons que, face à cette politique, il y en a une autre - ce n'est pas sous prétexte que la France ne serait pas rentable qu'il faudrait la fermer ! - que nous devons imposer, parce que la politique libérale ne conduit qu'à l'échec, parce que les règles du jeu sont biaisées à l'avance, parce que nos entreprises partent avec un handicap de départ qui les fait d'avance perdantes dans la compétition internationale, parce que le système monétaire international est truqué et que les Etats-Unis peuvent s'affranchir de la contrainte des balances des paiements car eux seuls ont créé des millions d'emplois depuis 1975, alors que tous les autres pays de l'OCDE en supprimaient !
Alors, soyons clairs ! Le fait de proposer des réformes de structures profondes ne témoigne nullement d'un alignement sur le Parti Communiste, comme je le lisais hier dans un grand quotidien du soir, mais d'une analyse approfondie des caractéristiques

Collection Jean Daniel

spécifiques du capitalisme français.
La politique économique que nous proposons repose sur une planification industrielle dont l'objectif sera de préserver le caractère diversifié de notre appareil productif, de le moderniser, pour limiter notre dépendance extérieure, diminuer la sensibilité de notre économie aux importations et, ainsi, permettre une relance de l'activité.
Est-ce que c'est du protectionnisme ? Mais, pas plus qu'au Japon, aux Etats-Unis, en Allemagne, en Italie ! Ce que nous proposons, c'est, à travers l'extension du secteur public et une vigoureuse redistribution des revenus, une politique de l'investissement, de la recherche, des marchés publics, qui permette à la fois la réalisation de nos objectifs sociaux et la maîtrise des grands équilibres économiques.
Est-ce du nationalisme ? Eh bien, évidemment. Si défendre la sidérurgie lorraine, comme le disait le camarade Amet hier - que nous n'avons pas assez écouté - c'est être nationaliste, non seulement je suis nationaliste, mais vous êtes tous nationalistes car, que je sache, le Plan Sidérurgie du Parti Socialiste a été approuvé à l'unanimité ! (applaudissements)
Je ne reviendrai pas sur le passé, mais si critiquer Albert Pontillon et Jean-Pierre Cot ou Michel Rocard, quand ils signaient le Programme Commun des Partis Socialistes de la Communauté Européenne en juin 1977, c'était faire preuve de suivisme à l'égard du Parti Communiste, je m'étonne que finalement, un an après, le Bureau exécutif n'ait pas approuvé ce Programme Commun ! Si critiquer, quand il était temps, les positions de Michel Rocard sur les nationalisations, c'était faire du suivisme à l'égard du Parti Communiste, que dirons-nous de ceux qui le critiquent aujourd'hui sur les mêmes arguments! Je pense à Jospin, dont je lisais un article dans "Le Monde" d'avant-hier.... Alors, eux, ce sont des super-suivistes, puisqu'ils suivent avec un an et demi de
retard !(applaudissements)
Chers camarades, Je vais conclure et je conclurai sur une deuxième idée.
La première était que nous devions absolument sortir d'ici avec des idées claires. La seconde est qu'il est de notre responsabilité de lancer une nouvelle dynamique.
Sortir d'ici avec des idées claires, cela implique que nous prenions clairement position vis-à-vis d'une synthèse - que d'aucune évoquent -générale.
Eh bien, je dirai simplement à Michel Rocard, dont il y a cinq ans je ne soupçonnais guère que nos thèses pourraient s'opposer comme elles le sont aujourd'hui, que les évolutions doivent se faire, les problèmes doivent être posés autrement.
Aucun accord n'est possible entre deux lignes aussi contradictoires.
Sans doute y a-t-il des polémiques excessives. Alors, il faut qu'elles se calment.
Les problèmes doivent être posés d'une manière différente et, actuellement, aucun des débats qui nous opposent n'est formulé de manière juste. Nous ne pouvons pas discuter sur des bases falsifiées. Il faut donc que le temps fasse son oeuvre et, je le dis à Michel Rocard, il faut qu'il apprenne qu'en définitive, qui veut faire l'ange - au Parti Socialiste comme ailleurs - fait la bête. Ensuite, nous verrons, (applaudissements)
Je ne lui dis rien de plus que ce qu'il disait à l'issue du Congrès de Nantes. Je cite ses propos : "L'enjeu de ce Congrès n'est pas synthèse ou pas synthèse. Il est la force du Parti, dans la clarté de ses options. Si nous pouvons le faire tous ensemble, c'est merveilleux. Si nous ne le pouvons pas, mieux vaut la clarté, dans le respect de la

Collection Jean Jaurès

démocratie, avec une majorité et une minorité, que la confusion qui, elle, nous affaiblirait à coup sûr." Fin de citation, (applaudissements)
Le dernier problème - et il n'est pas sans importance - est de savoir si nous pouvons faire rebondir notre Parti.
Il n'y a, chers camarades, qu'une seule méthode, c'est la recherche d'une synthèse entre tous ceux dont les positions se sont rapprochées, si l'on s'en tient aux discours. Mais les discours n'ont de sens que s'ils sont suivis par des actes.... (applaudissements).... sinon, il faudra dire pourquoi il n'y a pas de synthèse.... (applaudissements).... et pour quelles raisons, si ce sont des enjeux de pouvoir ou des différences idéologiques, politiques. Tout cela est parfaitement légitime. L'essentiel est que cela doit être clair et je suis tout à fait d'accord avec François Mitterrand quand il a dit que les choses devaient se passer au Congrès ; nous ne voulons pas une simple alliance de Congrès, nous ne la souhaitons pas si elle devait être une alliance éphémère.
Nous souhaitons une véritable unité politique, nous souhaitons une véritable synthèse, nous souhaitons un accord profond au Congrès. Nous pensons que la synthèse, elle se fait dans la vie, dans l'action, dans les luttes, dans les luttes pour vivre, travailler, décider au pays.
(applaudissements)
Je ne reviendrai pas, car le temps m'est compté, sur les propositions que faisait tout à l'heure Jean Besse ou celle que fera tout à l'heure Edwige Avice ou Jacques Fournier, mais nous pensons que la perspective des luttes doit maintenant nous mobiliser, pour préserver l'emploi, pour défendre les libertés, pour assurer aux femmes et aux jeunes toute leur place dans la société, pour faire en sorte que le changement politique soit possible, et il est possible - il est possible en 1981 et même avant -si nous savons proposer au Parti, à la Gauche, au pays, une grande ambition !
Ce qui manque dans ce pays, c'est un élan, c'est un espoir, c'est une lueur. Sachons l'apporter !
Un deuxième souffle est nécessaire à notre Parti. Nous proposons donc, dans cet esprit, de rechercher honnêtement, loyalement, la synthèse. Nous la proposons sur la base du texte de François Mitterrand, dans les conditions suivantes.
D'abord, bien entendu, nous nous souvenons de ce que nous avons fait ensemble à Epinay et dans les années qui ont suivi pour fonder le Parti, lui donner son programme, l'ancrer dans les entreprises, pour signer le programme commun de gouvernement, refaire en France un grand Parti Socialiste.
Malgré les heurts qui nous ont opposés, à Pau et à Nantes, et qui portaient essentiellement sur la conception de l'union de la Gauche, du Parti Communiste, des rapports avec le Parti Communiste, nous avons pu non seulement cohabiter dans le même Parti - ce qui est bien normal - mais lutter au coude à coude dans toutes les batailles, trouver même sur certains sujets des terrains d'entente, comme au Congrès de Dijon pour les élections municipales, et cela pour le plus grand bien du Parti puisque les électeurs, alors, avaient ratifié le choix des listes d'union.
Je vous le dis, chers camarades : soyons les artisans d'une grande histoire, laissons à nos successeurs le soin de s'en faire les historiens. Ceux-ci démêleront les raisons profondes de la rupture de septembre 1977 ; je ne suis pas sûr que nous les connaissions tous très bien.

En ce qui nous concerne, je dirai que nous n'avons pas à regretter - et nous ne regrettons pas - le titre de notre motion de Pau : "Approfondir l'union pour ouvrir la voie au Socialisme autogestionnaire." Nous l'avons fait dans l'intérêt du Parti tel que nous le concevions. Nous pensons qu'une minorité peut servir le Parti, dès lors qu'elle a quelque chose à dire et qu'elle le dit dans l'intérêt du Parti tout entier.
Si, demain, il y avait une autre minorité ou si une autre nous rejoignait, je souhaite qu'elle se comporte aussi bien que nous nous sommes comportés depuis quatre ans ! (applaudissements)
Quoi qu'il en soit, nous sommes prêts à rechercher, dans l'intérêt du Parti, une synthèse sur les bases suivantes :
L'Europe, d'abord.
Naturellement, nous sommes d'accord - nous l'avons toujours été -pour participer à ses institutions ; nous avons suffisamment de textes en commun là-dessus. Nous entendons agir pour modifier profondément l'orientation de la construction européenne, et cela, naturellement, peut conduire selon les moments à ralentir ou à accélérer le rythme.
Nous souhaitons que le Parti Socialiste lance de grandes campagnes d'action : les 35 heures, les politiques industrielles et technologiques communes, l'espace social européen, et non pas l'espace judiciaire, non pas l'Europe de la coercition, la coordination des luttes politiques et syndicales, l'ouverture vers l'Europe de l'Est.
Nous ne dissimulons pas qu'à nos yeux - je l'ai déjà dit - un rééquilibrage des relations franco-allemandes constituera une condition pour avancer sur la voie d'une Europe des travailleurs qui soit aussi une Europe européenne, et nous pensons que, sur ce sujet, la réflexion du Parti gagnerait à être poussée car elle est insuffisante.
Nous refusons de nous laisser enfermer dans le cadre d'une Europe trop étriquée. La France doit être capable de développer une grande politique étrangère, c'est la condition d'une avancée réelle vers le Socialisme.
Pour ce qui est de l'union, celle-ci passe maintenant par la capacité d'action de notre Parti, non seulement au niveau électoral, mais sur le terrain. C'est la raison pour laquelle je ne distinguerai pas ce qui touche la relance de l'union et ce qui touche la construction du Parti. (applaudissements)
Nous devons instaurer, bien sûr, une nouvelle qualité de rapports dans le Parti. Nous voulons, je l'ai déjà dit, un accord profond, gommant les différences excessives, bref une majorité qui ne soit pas une juxtaposition de courants, mais une majorité solide, travaillant dans un bon esprit pour faire rebondir l'union de la Gauche, pour assurer, dans les années qui viennent, sa victoire.
L'union de la Gauche rebondira. Comment ? Je n'en sais rien. A chaud, certainement. Et qui peut croire qu'à ce moment-là il n'y aura pas un accord de gouvernement ?
Oui ! Il faudra un accord de gouvernement, (applaudissements) Oui ! Il faudra un partage du pouvoir en fonction des indications données par le suffrage universel, mais à cela, je pense que le Parti est prêt, et je dirai même que tout entier il y est prêt si l'occasion s'en présente, et elle se présentera.
Concernant le Parti, je ne reviendrai pas sur la priorité qui nous paraît tout à fait essentielle à donner au secteur "Entreprise", sur l'importance du combat d'idées. Nous ne l'avons pas mené comme il le fallait et le secteur culturel et idéologique doit être

Fondation Jean Jaurès

développé.
Je n'insisterai pas non plus sur l'importance de la formation, sur l'importance de l'outil que constituent les municipalités Socialistes pour nouer le dialogue avec toutes les couches sociales, qui font partie du front de classe.
Je voudrais dire un mot sur la nécessité absolue que nous avons de forger un projet industriel et une politique étrangère cohérente.
C'est dans la mesure où nous proposerons une issue claire à la crise dans laquelle notre pays s'enfonce, que nous créerons les conditions politiques du rebondissement de 1'union.
Je crois que tout passe par cette synthèse, je crois qu'elle est possible. Si elle ne peut pas se faire, il faudra évidemment expliquer pourquoi, je l'ai déjà dit. Mais je crois qu'elle est à la base d'une nouvelle dynamique militante, d'une dynamique politique, à condition qu'on n'oublie jamais que les dynamiques politiques se créent toujours sur des idées. Une synthèse sur des idées, c'est la seule synthèse qui vaille.
Je m'adresse donc à vous, camarades délégués, pour finir. Ecoutez le cri qui monte du pays. Il y en a assez de cette politique ! Nous voulons un autre avenir. Unissez-vous ! Assez de divisions ! Ecoutez la voix du combat.
Ne restez pas sourds, ne restons pas sourds à cet appel. Pensons à l'effet que produira demain notre Congrès dans le pays. L'heure est grave pour notre Parti, pour l'union, pour la France. Je ne suis pas sûr qu'elle repasse. Alors, camarades, soyons-en dignes !
(Vifs applaudissements)

La présidente - Camarades, avant de quitter la séance, Nicolas Sidler (?), Secrétaire fédéral aux entreprises de la Moselle, va soumettre au Congrès une motion sur la lutte des sidérurgistes.
La séance de cet après-midi reprendra à 15 heures, elle sera présidée par Jacques-Antoine Gau, et ensuite Christiane Mora.
Un certain nombre de réunions de motions auront lieu pendant l'interruption : motion B dans la Salle N° 1, motion E Salle N° 2, à 14 h. 30 pour les deux, motion F Salle N° 5 immédiatement.
Ensuite, pour que vous attendiez sans vous énerver le deuxième service au restaurant, Raymond Poinson, militant Socialiste et marionnettiste, réclamé dans le monde entier, a monté pour vous son spectacle dans le fond du hall, "Oratorio pour une fille". C'est un spectacle très court et très beau.
Nicolas Sidler à la parole.

Nicolas Sidler

Chers camarades, le Bureau du Congrès me charge de faire une proposition de résolution devant le Congrès. Je voudrais vous la lire, et ensuite la présidente la soumettra au vote.
"Notre Congrès se tient au cœur de la Lorraine qui se bat contre le plan de restructuration du gouvernement, visant à démanteler la sidérurgie française, dans la logique de la nouvelle division internationale imposée par le capitalisme

multinational.
"Grâce aux luttes menées par les sidérurgistes, avec l'aide de leurs syndicats et les populations concernées, le pouvoir et le patronat ont dû reculer en renonçant à certaines fermetures en 1977 et à certains licenciements.
"Toutefois le Parti Socialiste considère que les principales questions concernant l'emploi, la politique industrielle et les conditions de travail restent néanmoins d'actualité dans toute leur violence.
"Les propositions faites par le Parti Socialiste dans "son plan acier,"une ambition pour la sidérurgie française" sont donc de plus en plus actuelles : arrêt immédiat des licenciements, maintien et modernisation du contentieux existant, pour arriver à une capacité minimale de production de 31 millions de tonnes en 1981, réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures pour les travailleurs de la production, à salaire inchangé, création de la 5ème équipe et ouverture du droit à la retraite à 55 ans.
"Le Congrès du Parti Socialiste apporte son soutien total aux luttes sidérurgistes et appelle tous ses militants à poursuivre leur mobilisation pour imposer la victoire des travailleurs." (Applaudissements)

La présidente - Camarades, je pense que vos applaudissements signifient que vous êtes tous d'accord avec cette motion ?
Je vais tout de même la mettre aux voix.
Que ceux qui sont pour cette motion lèvent la main !
…
Avis contraires ?
…
Abstentions ?
…
Adopté. Je vous remercie. (Applaudissements) La motion G se réunira Salle II à 14 h 30. Merci.
La séance est suspendue.

Coll. Fondation Jean Jaurès